14e année
numéro 269

25 Avril 1938
prix : 2 francs

# la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

INSTITUT HISTORIQUE SOCIALE
BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

Les banqueroutes frauduleuses
*par M. CHAMBELLAND*

Le troisième procès de Moscou
*par Victor SERGE*

Les communistes entendent coloniser la Fédération des Cheminots
*par Un Cheminot syndiqué*

Prolétariat révolutionnaire et Communauté nationale
*par Edouard BERTH*

Le crédit gratuit
*par Robert LOUZON*

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

*Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire*
(Paraissant le 10 et le 25)

●

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

| | |
|---|---|
| Trois mois | 10 fr. |
| Six mois | 20 » |
| Un an | 40 » |

EXTERIEUR

| | |
|---|---|
| Trois mois | 13 fr. |
| Six mois | 26 » |
| Un an | 50 » |

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*.
54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
*Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris


## Sommaire du N° 269

(25 avril 1938)


Les banqueroutes frauduleuses ..... M. Chambelland
Le troisième procès de Moscou ..... V. Serge
Prolétariat révolutionnaire et communauté nationale ..... Edouard Berth
Les communistes entendent coloniser la Fédération des Cheminots ..... Un cheminot syndicaliste
Trois livres sur l'U.R.S.S. ..... M. Ch.
Le colonialisme français est le seul fautif des massacres de Tunisie .. R. Louzon
Honte sur vous! ..... J.-P. Finidori

**Notes d'économie et de politique**

Le crédit gratuit ..... R. Louzon

**Faits et documents**

« Pour des haricots ». — L'action syndicale contre la guerre. — Une résolution des typos parisiens. — Les agents lillois des P.T.T.

**Centre syndical d'action contre la guerre**

Le bilan de 17 jours. — Premiers résultats de notre action. — Un bel œuf de Pâques.

**Entre nous**


## La Ligue Syndicaliste

*La Ligue Syndicaliste se propose:*

*De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;*

*De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;*

*De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*


Pour faire connaître la vérité

M. Chambelland

**Les deux grandes duperies du Statut moderne du travail**

*Une brochure qu'il faut répandre par dizaines de milliers d'exemplaires.*

*Pas plus chère qu'un journal*

Voir en 4e page de la couverture les conditions de vente

# Les banqueroutes frauduleuses

*César Fauxbras vient de publier chez Flammarion son quatrième livre :* Antide, ou les banqueroutes frauduleuses. *C'est une satire de nos partis politiques de gauche. Le héros du livre passe dans le parti socialiste et dans le parti communiste. Ici et là, il ne trouve que déceptions. Il le dit dans une langue un peu verte mais qui n'en est que plus vigoureuse. Décidément, César Fauxbras ne déçoit pas son public. On avait goûté ses trois premiers ouvrages :* Jean Le Gouin, Mer Noire, *et* Viande à brûler, *ce dernier consacré aux chômeurs parisiens. On goûtera aussi* Antide. *Il faudrait ne pas se borner à le lire, mais également le faire lire à ceux qui sont embrigadés sous la houlette des « banqueroutiers ». Il y a des pages à propos du Front populaire et du parti communiste qui sont de vrais réquisitoires; peut-être, permettront-elles à certains de commencer à voir clair.*

*C'est à ce livre que j'ai pensé en apprenant la liquidation du mouvement des occupations d'usines dans la métallurgie parisienne. Encore une fois, je ne suis pas métallurgiste et c'est aux métallurgistes eux-mêmes de dire, en dernier ressort, leur sentiment sur la grève et sur sa fin. Néanmoins, il est un certain nombre de questions qu'il faut poser. D'ailleurs, il n'apparaît pas que les intéressés veuillent le faire à notre place. Sont-ils satisfaits? Ont-ils compris quelque chose au mouvement dont ils ont été les soldats? N'ont-ils rien à dire à propos de la conduite des opérations? Je n'en sais rien. Qui le saura jamais? Ceux qui ont quelque chose à dire peuvent-ils le dire, alors que, dans leur syndicat, pour un oui ou pour un non, on est traité de « provocateur trotskyste »?*

*Et, d'abord, est-ce que ce mouvement ne fut pas un mouvement politique? Il y a une concordance trop grande entre l'avènement du second gouvernement Léon Blum et le déclenchement partiel du conflit pour qu'on ne soit pas amené à se le demander. Admettons un instant la thèse du syndicat ouvrier, à savoir que ce sont les patrons qui ont provoqué le mouvement pour obtenir le départ du cabinet Blum. S'il y eut bien, comme le syndicat ouvrier le prétend, une manœuvre patronale, n'est-il pas permis d'observer que, pour réussir comme elle a réussi, cette manœvre a dû être indirecte? On ne se fait pas à l'idée, en effet, qu'un syndicat ouvrier de l'importance de celui des métaux parisiens déclenche un tel mouvement pour obtenir quoi? la discussion d'une convention collective, expirée, certes, mais que les patrons déclarent « reconduite » jusqu'à la signature d'un nouveau texte. Dans une telle situation, on conseille la prudence à ses troupes. On leur tient à peu près ce langage : « Ce que nous avions jusqu'ici subsiste en attendant. Bien. Nous allons discuter un nouveau texte. Laissez-nous mener posément ce qui doit engager l'organisation pour une période assez longue. Si quelque chose accroche, nous verrons bien. » Que les patrons aient voulu faire traîner la discussion, le fait paraît acquis. Mais pour que cela provoque une grève, il a fallu que le Syndicat des Métaux ne soit pas maître de ses nerfs ni de ses troupes. Suffit-il de dresser un piège pour qu'on y tombe? S'il y avait une manœuvre politique du patronat de la métallurgie parisienne, n'était-il pas facile de l'empêcher de réussir? Il suffisait de ne pas déclencher le mouvement.*

*Les salaires étaient devenus insuffisants? N'en doutons pas! Mais le Parlement venait de voter, socialistes et communistes compris, une loi prévoyant des rajustements périodiques selon les fluctuations du coût de la vie. Ou cette loi est entièrement mauvaise, et, dans ce cas, les métallurgistes ne pouvaient et ne peuvent comprendre que les députés ouvriers l'aient votée. Ou elle est partiellement bonne — surtout pour les corporations n'ayant pas l'échelle mobile dans leur convention collective —, et alors, c'était le moment de s'en servir, de déposer une demande d'arbitrage en bonne et due forme, les indices officiels eux-mêmes traduisant une augmentation importante du coût de la vie. Pourquoi, s'il y avait vraiment manœuvre patronale, ne pas s'être borné à réclamer l'application d'une loi qu'à peine quelques jours avant, le député Costes, président du Syndicat des Métaux, avait votée en compagnie de Croizat, également député, et, en même temps, secrétaire général de la Fédération? Il y avait des impatients? Des gens qui poussaient à la grève? Ne s'agirait-il pas des fameux « provocateurs » dont on parle tant? En ce cas, le Syndicat des Métaux serait bien coupable de n'avoir pas su déjouer la provocation. Il est vrai que parler à tout bout de champ de provocateurs — pour tenter de salir ses adversaires de tendance — cela ne veut pas dire qu'on soit capable de démasquer les authentiques agents du patronat.*

*Ou bien il y eut manœuvre politique des patrons, et le syndicat ouvrier est gravement responsable de s'y être laissé prendre. Ou bien il y eut une manœuvre politique, d'un autre ordre, plus obscure et plus louche, et l'inspiration en remonterait jusqu'à ceux dont les desseins politiques se trouvaient mal servis par la réapparition d'un gouvernement à direction socialiste. Dans ce second cas, il ne serait pas très difficile de comprendre que le Syndicat des Métaux s'y fût complaisamment prêté, puisqu'il est de notoriété publique que c'est une organisation totalement bolchevisée. Je formule ici l'hypothèse que certains font dans les conversations particulières, l'hypothèse d'un mouvement déclenché sur l'initiative des dirigeants du parti communiste pour qui le Front populaire n'est qu'une façon perfectionnée de « plumer la volaille » (il n'eût pas été mauvais de montrer une fois de plus qu'une formation à direction socialiste était incapable de donner quoi que ce soit aux métallurgistes.) D'autre part, les dirigeants communistes n'étaient-ils pas déçus que le fameux « cabinet franco-russe » avec Reynaud et Mandel n'eût pas succédé au cabinet*

*Chautemps, et l'heure n'était-elle pas venue d'activer la formation dudit cabinet? On pourra répondre à cette supposition par des tombereaux d'injures. On n'empêchera pas les faits d'être les faits. C'est indiscutable et impressionnant : pour la seconde fois, l'avènement du gouvernement Léon Blum a été salué par des occupations d'usines. Sa chute a été suivie par la cessation de ces occupations. Et c'est un gouvernement où sont Paul Reynaud et Mandel, les hommes de l'alliance franco-russe, qui succède au gouvernement Léon Blum et qui recueille le bénéfice moral de la fin du conflit.*

*Et quelle fin! Je doute qu'elle aurait reçu l'assentiment total des dirigeants du Syndicat des Métaux si le gouvernement n'avait pas changé. Se souvient-on du communiqué de Croizat, à propos de la proposition des 45 heures dans l'aviation? La proposition était d'origine gouvernementale. Mais certains journaux imprimèrent qu'elle était d'origine ouvrière. Alors, Croizat s'empressa de démentir, par la voie de la presse, rendant à Blum ce qui était à Blum, dégageant par avance sa responsabilité, au cas où les 45 heures auraient été acceptées par les patrons, comme base de règlement du conflit, et conservant ainsi en mains une arme précieuse pour assommer Blum lorsqu'il le faudrait. Or, la sentence Jacomet pour l'aviation a été rendue sans que nous eussions entendu la moindre réserve. Cette sentence contient des choses effarantes. On peut y lire, par exemple, cette affirmation monumentale qu'* « on ne saurait pratiquement envisager, dans les circonstances actuelles, le rétablissement intégral des salaires sur la base de leur pouvoir d'achat en 1936 »! *Ce n'est pas nous qui le disons, c'est M. Jacomet, et* l'Humanité, *en publiant sa sentence dans son numéro du 13 avril 1938, n'a pas un mot de désapprobation. C'est reconnaître que l'augmentation horaire de 75 centimes accordée par la sentence surarbitrale ne constitue pas un rajustement satisfaisant des salaires et qu'une partie des avantages acquis en juin 1936 ont déjà disparu. On s'en doutait un peu. Comme prélude aux discussions en vue de la nouvelle convention collective, pouvait-on trouver mieux?*

*Si une telle sentence surarbitrale avait été rendue sous le gouvernement Léon Blum, que n'aurions-nous pas entendu!*

*Ce n'est, hélas! pas tout. Ces 75 centimes d'augmentation horaire ne sont accordés qu'en contre-partie de dérogations permanentes aux quarante heures. Le Syndicat des Métaux a admis, sans limitation de durée, la semaine de 45 heures pour les établissements de l'aviation, et il a admis que ces cinq heures supplémentaires par semaine seraient faites sans la moindre des majorations habituelles en cas d'heures supplémentaires. Tout cela au nom de la défense nationale! On lit, dans la sentence surarbitrale, que* « l'accroissement du rythme de production nécessité par les besoins de la défense nationale doit conduire à une utilisation prolongée de l'outillage et, par conséquent, à une répartition des frais de ce poste du prix de revient sur un plus grand nombre d'unités produites ». *Bienheureux M. Jacomet! N'affirme-t-il pas avoir trouvé le moyen d'augmenter les salaires tout en maintenant, sinon même en augmentant la plus-value patronale? Il est fort, ce type-là!*

*Si certains de nos camarades métallurgistes se sont donné la peine de lire sa sentence, ils n'ont pas manqué de se dire : « Qui trompe-t-on, là-dedans? ». Sauf erreur, le dernier rajustement de salaires des métallurgistes, intervenu en novembre dernier, correspondait, ou prétendait correspondre à l'indice du coût de la vie au 30 septembre 1937 : 630 (indice officiel pour une famille ouvrière de 4 personnes). La sentence Jacomet « rajuste » les salaires sur la base du 1er janvier 1938 (avec trois mois de retard), c'est-à-dire sur l'indice au 31 décembre 1937, 658. Or, l'indice au 31 mars 1938 est déjà connu : il s'élève à 688. De fin septembre 1937 à fin mars 1938, il y a eu une hausse officielle de 58 points, soit presque 10%. Imaginons un ouvrier de l'aviation payé en moyenne 10 francs de l'heure depuis novembre 1937, soit par semaine 400 francs. La stricte application des indices devrait lui donner 440 francs au 1er mai prochain, soit 11 francs de l'heure. La sentence Jacomet ne lui donne que 10 francs 75 et à condition qu'il fasse 45 heures sans majoration. Il touchera donc 483 francs 75 pour sa semaine alors qu'il devrait toucher pour le même temps — en admettant les 45 heures à titre momentané — 495 francs plus les majorations pour les 5 heures supplémentaires. Précisons bien que tous ces calculs sont basés sur les indices officiels dont on sait qu'ils ne traduisent la hausse réelle que très tardivement et assez imparfaitement.*

*Ce même ouvrier métallurgiste aura perdu pendant trois mois, depuis le 1er février, le bénéfice du rajustement de l'indice 630 (30 septembre 1937) à l'indice 658 (31 décembre 1937), soit environ 4,45%. Il aura perdu ensuite quinze jours ou trois semaines de salaires au cours du mouvemnet. Il va perdre maintenant la différence ci-dessus indiquée jusqu'un prochain rajustement, qui interviendra quand et comment? Nul ne le sait. Par-dessus le marché, il aura fait dans la semaine de 40 heures une brèche redoutable. On n'ose pas envisager les répercussions que l'acceptation des 45 heures dans l'aviation peut avoir pour tout le prolétariat français. Nous avons toujours une grosse quantité de syndiqués de la promotion juin 1936. Ils commencent à grogner parce que leurs salaires ne suivent pas le coût de la vie. Lorsqu'ils sauront que les métallurgistes parisiens se font des paies plus fortes en travaillant 45 heures au lieu de 40 heures, leurs sentiments syndicalistes seront-ils assez forts pour les empêcher de demander de faire à leur tour 45 heures par semaine sans majoration? Permettons-nous d'en douter.*

*Dans l'histoire de la liquidation de juin 1936, le Syndicat des Métaux de la région parisienne portera la responsabilité du premier retour officiel sur la semaine de 40 heures. Sans doute cette responsabilité sera-t-elle légère aux épaules de ceux qui, pour le malheur des métallurgistes, président aux destinées de l'organisation que* l'Humanité *a eu le toupet d'appeler « le plus beau syndicat de France ». Mais avouez, amis lecteurs, que je n'ai pas tort de parler à ce propos de « banqueroute frauduleuse ». Je sais bien que les métallurgistes parisiens ne s'en rendent pas encore compte. Quand César Fauxbras ajoutera-t-il un chapitre à son* Antide *pour le leur faire toucher du doigt?*

M. CHAMBELLAND.

# Le troisième procès de Moscou

III

L'IMPOSTURE FINANCIERE a joué dans dans ce procès un rôle correspondant au crescendo du mensonge. Il devenait tout de même gênant de fusiller des centaines de personnes en les inculpant de terrorisme sans pouvoir mentionner plus qu'un seul attentat, et commis sous l'égide du Guépéou, l'attentat de 1934 contre Kirov. Aussi s'est-on mis à déterrer les morts, considérés jusqu'ici, à tort ou à raison, comme morts de mort naturelle. De même, pouvait-on parler indéfiniment de trahison sans qu'il fût question d'argent? La trahison, l'espionnage, etc., n'engendrent pas le désintéressement, et les vastes conspirations nécessitent des fonds. Toutes les limites de la vraisemblance étant dépassées, le public a été servi cette fois. Au cours du seul interrogatoire du commissaire du Peuple au commerce extérieur Rosengoltz, nous apprenons que les trotskystes de l'étranger ont reçu d'abord 27.000 livres sterling, puis 300.000 dollars, puis encore 300.000 dollars prélevés sur l'Exportless (Exportation des Bois). Iagoda déclare enfin avoir plus récemment et plusieurs fois envoyé à Trotsky des sommes de 20.000 dollars (il déclare aussi avoir transmis à l'étranger le courrier de Rykov. Rykov lui donne un démenti explicite et le tribunal passe outre). Au total c'est plus de 50 millions de francs que les trotskystes auraient reçus en moins de dix ans. Largement de quoi fonder à Paris leur *Vendredi* ou leur *Ce Soir*.

Nous baignons ici dans l'invraisemblable. Quiconque a suivi la vie soviétique des dix dernières années sait quelle formidable machine bancaire et policière fut construite par la bureaucratie pour tirer des citoyens le moindre billet de cinq dollars qu'ils pouvaient posséder, la moindre pièce d'or et jusqu'aux alliances. L'histoire des extorsions d'or — accompagnées de tortures physiques — poursuivies méthodiquement par le Guépéou, forme, avant la terreur noire des deux dernières années, la page la plus déshonorante des annales du stalinisme. En même temps, un contrôle extraordinairement minutieux était établi sur les dépenses de devises et d'or. Le Bureau politique contrôlait lui-même la gestion du fonds de l'Etat, dont on peut affirmer qu'un membre du gouvernement ne pouvait distraire un centime. La place me manque pour démontrer ici une complète impossibilité technique, connue de tous ceux qui ont travaillé dans les délégations commerciales soviétiques. A la rigueur, un administrateur ou un comptable pourrait commettre un détournement, qui d'ailleurs serait vite découvert; le commissaire du peuple est dans l'impossibilité de le faire ou de le faire faire. Il est trop loin des fonds réels et ce n'est pas lui qui nomme son personnel, c'est le Comité central.

Des opérations financières, commerciales en apparence, ont pourtant été faites et des sommes importantes sont parties pour l'étranger à des destinations tout à fait différentes de leur destination nominale. On pourrait arguer de certaines de ces opérations pour justifier aujourd'hui des inculpations. Il s'agit en réalité des fonds secrets de la propagande et de la corruption à l'étranger, dispensés par le Bureau politique.

Un trait remarquable : lors du procès Zinoviev, il avait été question de l'un des directeurs de la Banque d'Etat, Arkus, que l'on accusait d'avoir financé le trotskysme. Arkus a disparu sans jugement, n'ayant sans doute pas consenti à avouer par ordre.

Il semble vraiment superflu d'invoquer, ceci noté, le témoignage des milliers de personnes qui ont depuis dix ans connu le mouvement trotskyste et savent, par expérience et observation, combien ce fut toujours un mouvement de sans-le-sou.

LES DERNIERES DECLARATIONS DE BOUKHARINE et de ses co-accusés présentent un immense intérêt en dépit de leur monotonie apparente. Celles de Boukharine, les plus remarquables, n'ont été publiées que sous une forme très abrégée et très falsifiée. Telles quelles, elles sont d'une tragique clarté.

Il résulte d'abord de presque toutes qu'une promesse de vie avait été faite aux victimes. A l'exception de Rykov, Boukharine et Rosengoltz, toutes demandent la vie. Or, rien ne peut être dit dans l'enceinte du tribunal que selon le schéma arrêté d'avance. Les accusés, contrairement à ceux des premiers procès qui furent joués, connaissaient le sort des vingt-neuf fusillés, leurs prédécesseurs, mais la dialectique à tout justifier permettait de leur dire : Nous devions exécuter les autres, nous n'avons peut-être pas besoin de votre sang. Trois misérables d'ailleurs — sur dix-sept — avaient été épargnés en février 37. Et Ikramov s'écrie devant le microphone « qu'il ne veut pas mourir ». Khodjaév dit : « Je veux vivre, je demande la vie... ». Grinko, Tchernov et même Iagoda la demandent. Iagoda pourtant connaît le secret de toutes les cuisines et de toutes les exécutions. Combien n'en a-t-il pas dirigé lui-même? Racovski, dont on a pu tirer les aveux les plus monstrueux, trouve une parole digne et révélatrice. Il dit qu'il ne demanderait la vie à aucun autre tribunal; mais il se permet de la demander au tribunal du prolétariat. Ce n'est pas d'un lâche et cette parole-là est sincère.

On continue à discuter sur le prétendu mystère des aveux, faute de pouvoir comprendre que, la corruption du meilleur étant ce qu'il y a de pire, nous voyons simplement se retourner contre elle-même la mentalité bolchévik dont l'extraordinaire puissance fut faite d'impersonnalités dans le dévouement. Il restera, pour ceux que les ressentiments personnels et l'immense déception du naufrage de la révolution russe n'aveuglent pas, il restera que le bolchévisme de la grande époque a tourné une page de la psychologie de l'homme moderne. L'homme moderne, formé par le capitalisme, est un individualiste; le marxiste révolutionnaire russe avait réussi à dépouiller l'individualisme pour subordonner entièrement son action et jusqu'à sa pensée aux intérêts généraux de la révolution dirigée par le parti. Quiconque méconnaît cet acquis psychologique de la révolution russe ne saurait comprendre ni les étonnantes victoires de son début ni le déroutant cauchemar de sa fin. La bureaucratie stalinienne a pu tenir en des circonstances matérielles (isolement, pauvreté, famine, crise morale) dans lesquelles aucun autre régime n'eût tenu, parce qu'elle a vécu sur le capital spirituel et social de la révolution d'Octobre. Les masses qu'elle opprime lui avaient ouvert un crédit illimité. Je le crois aujourd'hui à peu près épuisé, le gros des paysans et des ouvriers comprenant ou commençant à comprendre; mais ce crédit c'est aujourd'hui, pour un temps, la jeunesse qui le renouvelle. De même, pour détruire la génération de Lénine, Staline a surtout fait appel aux plus hau-

tes qualités de cette génération : il a épuisé son capital moral.

Les dernières paroles de Boukharine mériteraient d'être analysées ligne à ligne. D'abord, le théoricien du parti, qu'il appela « la cohorte de fer », tient les engagements pris. Il se reconnaît coupable, lui, vieil adversaire du trotskysme, d'avoir appartenu au bloc des droitiers et des trotskystes; coupable de trahison; coupable d'avoir organisé des soulèvements de paysans (chose qui lui était absolument impossible) et des attentats terroristes (dont pas un seul n'a été accompli); coupable d'avoir préparé une « révolution de palais ». Je connais très bien le raisonnement spécieux qui permet d'exiger et de consentir de semblables aveux. — Vous vouliez un changement de personnel dirigeant dans le parti et de politique vis-à-vis des paysans. Convenez que vous risquiez d'ouvrir une crise du pouvoir et de provoquer le soulèvement des campagnes à la faveur de cette crise. Convenez que la contre-révolution paysanne pouvait passer par là et amener le fascisme. Subjectivement, vous demeuriez des communistes; objectivement vous travailliez ainsi pour la contre-révolution et le fascisme. C'est ce que le Bureau politique vous demande de reconnaître devant la jeune génération et l'étranger pour discréditer le trotskysme au moment où la guerre nous menace...

Que de fois de semblables raisonnements m'ont été tenus en Russie, à tout propos! Que Boukharine y cède, transparaît à chaque ligne de son interrogatoire et de sa dernière déclaration.

Il consent à rendre au parti de Staline, *qui est encore le sien malgré tout,* le suprême service d'agitation qu'on lui demande, mais, ne voulant pas se salir, car il sait qu'il appartient à l'histoire, il conteste et réfute l'accusation de défaitisme, l'accusation de sabotage, l'accusation d'espionnage. Il souligne le manque de preuves et traite avec mépris l'accusé Charangovitch qui est là pour le noyer et dont il « ignorait l'existence » avant le procès. le compte rendu inqualifiablement falsifié — ce qui se voit à chaque phrase — devient ici textuel (?) pour qu'une basse canaille puisse traiter de menteur le collaborateur préféré de Lénine qui sera fusillé dans trois jours et n'en doute point. Boukharine *nie catégoriquement* avoir pensé au démembrement de l'U.R.S.S. (comme s'il appartenait à qui que ce soit de préparer, avec cette imbécillité littérale, les effondrements d'empires!), mais ajoute cette phrase énorme qui explique tout le reste :

« Je me reconnais pourtant coupable pour ce qui est du funeste plan de démembrement de l'U.R.S.S., car Trotsky en est arrivé à envisager des concessions territoriales et je faisais bloc avec les trotskystes. C'est un fait et je le reconnais » (1).

Boukharine nie catégoriquement toute participation à l'attentat contre Kirov et aux crimes de Iagoda, c'est-à-dire de Staline (les empoisonnements médicaux).

Il explique ensuite toute son attitude et le document humain, tout mutilé qu'il soit, devient ici prodigieusement vrai; l'on croit par moments entendre Boukharine requérir contre le stalinisme :

« Ce n'est pas la seule logique de la lutte qui nous a poussés, nous, conjurés contre-révolutionnaires, vers l'action clandestine dont la nudité délétère a été révélée à ce procès. *La logique de la lutte s'est accompagnée d'une dégénérescence des idées, d'une dégénérescence psychologique, d'une dégénérescence des hommes, de notre propre dégénérescence.* L'histoire connaissait déjà des exemples de cet ordre. Il suffit de nommer Briand, Mussolini et autres. *Nous avons subi une dégénérescence qui nous a amenés à une position très proche par son orientation et ses formes particulières d'un fascisme prétorien de paysans cossus.* »

« J'ai nié pendant trois mois. Puis j'ai parlé. Pourquoi? Parce qu'en prison j'ai revisé tout mon passé. Car, *quand je me demande : Si tu meurs, pour qu'elle cause mourras-tu? J'aperçois tout à coup, avec une lucidité étonnante, un vide absolument noir.* Il n'y a rien qui vaille la peine de mourir, si l'on voulait mourir sans s'être repenti. Au contraire, tout ce qu'il y a de positif dans l'U.R.S.S. devient lumineux et acquiert de nouvelles dimensions dans la conscience de l'homme. C'est ce qui m'a désarmé à la fin des fins et mis à genoux devant le parti et le pays... »

Boukharine polémique encore un moment avec Trotsky et l'Internationale socialiste dont il repousse la défense et il conclut : « *Il ne s'agit pas de ce que peut éprouver un ennemi qui se repent mais de la prospérité de l'U.R.S.S. et de sa signification internationale.* »

Acte de foi en l'U.R.S.S. Agenouillement devant le parti quel qu'il soit : il n'y en a pas d'autre. Aveu d'un repentir profond quoique équivoque : Boukharine, en réalité, a de quoi se repentir pour avoir facilité autrefois la montée du stalinisme. Insistance sur la constataion de la dégénérescence du régime, des hommes et des idées, aveu d'usure morale. Et par-dessus tout l'implacable définition marxiste de ce qui vient, de ce qui prévaut déjà comme la tendance la plus puissante du développement de la bureaucratie : « Un fascisme prétorien de paysans cossus ».

Il faut, en lisant ce texte, faire la part du convenu dans l'expression. Boukharine continue et achève sa politique, inséparable de sa vie et de sa mort. Pendant dix ans, il a servi Staline, à contre-cœur, avec angoisse et même avec haine, parce qu'il ne voyait pas d'autre possibilité de servir le socialisme désormais incarné par un Etat prolétarien en voie de dégénérescence. La révolution de palais, il l'a souhaitée et s'il eût pu la faire, il l'aurait faite. Mais si la révolution russe échoue, Boukharine n'a plus de raison de vivre : « le vide noir ». Il n'a pas de raison de vivre pour combattre le stalinisme, car il ne voit pas d'issue en dehors de lui : « le vide noir ». Il n'a pas de raison de mourir en résistant au stalinisme, car il craindrait de faire le jeu des forces historiques qu'il considère comme pires : « le vide noir ». Il se sent traîné dans la boue, vers le lieu du supplice, par les maîtres du parti qui est le sien, malgré tout : « le vide noir... ». Et il est encore dominé par cette sensation à laquelle les vieux socialistes et communistes persécutés n'échappaient guère en U.R.S.S., quand j'y étais, il y a deux ans : que, durement exploité et opprimé, c'est tout de même notre pays, le pays de notre révolution, auquel nul ne saurait ravir un immense avenir.

Boukharine a d'ailleurs réglé ses comptes avec Staline dans ses déclarations au Comité central et dans un mémoire de 200 pages environ, écrit en prison, mémoire que Staline qualifia, me dit-on, de « réquisitoire criminel contre le parti », c'est-à-dire contre lui-même.

Rykov, Boukharine et Rosengoltz ne sollicitent aucune clémence. Ils ne se font pas d'illusions. L'un des trois, Boukharine ou Rosengoltz, refusera même de signer le recours en grâce. Les mêmes

(1) L'aveu général de terrorisme consenti par Boukharine repose sur le même mauvais raisonnement : Je n'y suis pour rien, mais du moment que mes camarades avouent avoir envisagé le terrorisme, je partage leur responsabilité. Etc.

mobiles idéologiques transparaissent dans les dernières déclarations des principaux accusés. Rykov semble cependant avoir été tout à fait brisé : la preuve en est qu'au tout dernier moment il nomme, et c'est dire qu'il le livre au bourreau par ordre évidemment, son ami Nesterov, emprisonné depuis cinq ans. (Je reparlerai de Nesterov que j'ai connu à la prison intérieure du Guépéou.) Rykov néanmois repousse comme Boukharine les accusations concrètes et il finit en recommandant le désarmement des haines dans le parti.

PAUVRE KRESTINSKI ! On trouve, dans ses dernières paroles, celle-ci :

« Mon attitude, citoyens juges, n'est pas en contradiction avec celle que j'eus le premier jour du procès. Je reconnais que mon refus de m'avouer coupable constituait objectivement une action contre-révolutionnaire. Mais de mon point de vue subjectif, ce n'était point une manifestation d'hostilité. Au cours des dernières audiences, j'ai tout le temps été sous la pénible impression des faits terrifiants que j'ai appris par l'acte d'accusation et surtout de sa seconde partie... » (sic).

Il faudrait mettre ici un « sic » énorme. Krestinski se reconnaît coupable de faits qu'il a connus par l'acte d'accusation! Il maintient que sa protestation d'innocence absolue a été sincère! Mais il la regrette parce qu'elle constituait « objectivement », c'est-à-dire indépendamment de sa volonté, un acte contre-révolutionnaire! Et cet acte contre-révolutionnaire, il l'avoue! Tout le désarroi du sacrifice d'une conscience, consenti par le dévouement et la faiblesse, s'étale ici, tellement à nu que l'on s'étonne de voir les faussaires laisser passer ces lignes dans le compte rendu officiel. J'avais bien raison de dire que les chefs d'accusation les plus monstrueux ne reposent en définitive que sur un truc verbal : l'« *objectivement* » et le « *subjectivement* », lamentable dialectique pseudo-marxiste d'inquisiteurs sans scrupules.

PREOBRAJENSKI. — J'ai reçu sur Eugène Alexievitch Préobrajenski des renseignements malheureusement trop précis... Préobrajenski a très vraisemblablement été exécuté sans procès. Tout son avoir personnel, livres, documents et vêtements, car il ne possédait rien d'autre, a été confisqué. Sa femme, Pauline Vinogradskaya, a dû être internée dans une maison de traitement des maladies mentales. Leur enfant a été recueilli par des amis, — qui font ainsi preuve d'un grand courage... — Tout porte à croire que Préobrajenski n'est plus; une faible chance subsiste que, se heurtant à son refus catégorique d'avouer sous la dictée des inquisiteurs, on l'ait condamné à quelque vingt-cinq ans de prison, pour user sa volonté ou le supprimer avec le temps. Il était arrêté depuis de longs mois. On m'a relaté à son propos l'épisode suivant. Au mois d'août 36, pendant le procès Zinoviev, Préobrajenski habitait une villa, non loin de Moscou. En pleine nuit, des hommes en automobile vinrent le chercher, frappèrent de porte en porte, ne sachant trop où il se trouvait et finirent par l'enlever. L'auto le ramena à Moscou, dépassa le Guépéou et se dirigea vers l'autre bout de la ville comme pour en ressortir. Préobrajenski, qui s'était cru destiné à la prison intérieure de la Loubianka, commença à se demander si on allait le fusiller. Mais on se borna à le conduire à la nouvelle rédaction de la *Pravda* située assez loin du centre, pour lui faire signer un article massif tout rédigé déjà par quelques scribes du Comité central. « J'ai signé sans lire, put dire le vieux militant — comme ce pauvre Sokolnikov a signé autrefois le traité de Brest-Litovsk ». C'était l'article rituel, réclamant la peine de mort pour Zinoviev, Kamenev et Ivan Smirnov, que la *Pravda* publia le lendemain. On se souvient peut-être de l'étrange émotion que provoquèrent alors les inqualifiables papiers de Préobrajenski, Racovski, Piatakov et Radek. « Il faut les anéantir comme on anéantit la charogne », écrivait Piatakov, fusillé en sursis, à la veille d'être lui-même arrêté. Tout était de ce style. Nous savons maintenant par qui c'était écrit et comment c'était signé. La lumière filtre quand même.

Préobrajenski fut un grand savant et, sans phrase aucune, un grand révolutionnaire. Dépassant de très peu la cinquantaine, il avait derrière lui une œuvre considérable et une belle vie de militant. Il fut longtemps considéré comme l'un des économistes les plus capables du parti bolchévik. Il s'était surtout attaché à l'étude de la question agraire et, le premier, il l'avait posée pour l'U.R.S.S. dans toute sa gravité. Il démontrait que jusqu'ici l'industrialisation s'est toujours faite au prix de l'exploitation des campagnes et que, dans son indigence et son isolement, le régime socialiste établi en Russie ne saurait échapper à cette règle. Tout autrement se fût posée la question, si une Allemagne industrielle et socialiste eût entretenu avec l'U.R.S.S. des échanges commandés par une vaste solidarité. C'était chez Préobrajenski une vue scientifique inexorable, mais non l'affirmation d'un programme. Il s'était aussi occupé des rapports entre la morale et l'économique, de la théorie des crises, de l'économie mondiale. Je le rencontrai pour la première fois au début de 1932, quant il professait à l'Académie communiste. Nous parlâmes de la Révolution espagnole, que « personne, disait-il, ne savait faire ». Il me reconduisit jusque sur la porte du nouvel immeuble de l'Ostojenka qu'il habitait avec sa femme, Pauline, et là seulement, dans la petite cour sombre m'apparut tout à coup bien différent de celui qu'il avait été l'instant auparavant, en présence de tiers. Voûté, lourd et infiniment triste, mâchonnant dans sa moustache je ne sais quelle amertume. — Vous laisse-t-on la paix? lui demandais-je. — « Allons donc! », fit-il avec un geste découragé de la main. « On ne m'offre de parler à l'Académie que pour s'accrocher à chacune de mes paroles, Je n'aurai jamais la paix ». Le théoricien de la lutte des classes ne se faisait pas d'illusions. Pour lui, schématiquement, la victoire de la bureaucratie signifiait la montée de nouvelles classes moyennes, rurales par leurs origines et par leur esprit, qui se montreraient féroces envers le prolétariat. Féroces, le mot de lui et de quelques autres. On le prononçait dès 1926, car on voyait plus clair qu'on ne pensait.

Préobrajenski était un des fondateurs de la social-démocratie russe à laquelle il appartenait depuis 1903. Sous l'ancien régime il avait passé des années en déportation et en prison (de 1909 à 1911 et de 1912 à 1915). Membre suppléant du Comité central du parti bolchévik en 1917, il fut avec Boris Eltsine (emprisonné depuis 1928) un des organisateurs de la révolution d'Octobre dans l'Oural, puis, pendant la guerre civile, le chef du service politique de la IIIe armée. Il a collaboré avec Lénine à tous les remaniements du programme du parti et à toutes les recherches théoriques sur la question paysanne.

A l'étranger, il est surtout connu pour avoir signé avec Boukharine l'A.B.C. du communisme, ce remarquable résumé de la doctrine bolchévik qui fit, entre 1920 et 1925, le tour du monde. La dé-

dicace de ce petit livre à couverture rouge, des *Editions de l'Humanité*, constituait un court poème en prose qu'il faut citer ici tout entier.

*Au parti qui, fort comme l'acier, porte en lui toute la grandeur et la puissance du prolétariat, son héroïsme, sa raison lucide, sa haine mortelle pour le capitalisme, son vigoureux élan pour la création d'une société nouvelle — au glorieux parti communiste, ce livre par nous est dédié;*

*Dédié au parti qui commande une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées, au parti qui gouverne un pays immense et charge du bois en son volontariat du samedi, au parti qui prépare la résurrection de l'Humanité;*

*Dédié à la vieille garde du parti, endurcie dans les combats, faite aux victoires, et aux jeunes militants qui devront achever l'œuvre par nous entreprise;*

*Aux militants et aux martyrs du parti, tombés sur tous les fronts, torturés dans les prisons, suppliciés, pendus, fusillés par l'ennemi, — morts pour la cause du parti, — à tous ceux-là ce livre est dédié.*

Aujourd'hui que ses deux auteurs ont été suppliciés au nom du parti, par les fossoyeurs du parti, ce texte ne supporte aucun commentaire... En 1923 Préobrajenski fut le porte-parole et l'animateur de l'opposition qui, du vivant de Lénine, réclama le retour du parti à la démocratie intérieure. Jusqu'en 1928 il fut de toutes les batailles de l'opposition. Il capitula en 1929 et revint d'un bled de l'Oural. Il s'inclinait devant la fraction dirigeante, celle de Staline, par attachement à l'unité et par désir de travail; mais jamais il ne vendit son âme.

Sa femme, Pauline Vinogradskaya, plus jeune d'une quinzaine d'années, s'était battue à Moscou pendant l'insurrection d'Octobre. Elle fut longtemps une des collaboratrices de Riazanov à l'Institut Marx-Engels et milita jusqu'en 1928 dans l'opposition. Tous ceux qui l'ont connue savent qu'elle sut joindre admirablement à l'esprit de parti l'esprit de liberté et un sentiment humain jamais en défaut.

BOUDOU MDIVANI, un des plus vieux bolchéviks du Caucase, fut exécuté à Tiflis, après un procès secret ou sans procès, l'été dernier, en même temps que plusieurs des plus vieux militants et hommes d'Etat géorgiens. On me confirme que l'ancien chef de la délégation commerciale des Soviets à Paris s'était conduit en révolutionnaire lors de son arrestation; qu'il se fit, devant l'inquisition, d'accusé accusateur, — et l'on m'assure que toute sa famille (sa femme et leurs grands enfants) a été fusillée avec lui.

VICTOR SERGE.

*P. S.* — *Les démentis* au procureur Vychinski continuent à pleuvoir. Nous avons reçu, pour les socialistes-révolutionnaires de gauche, celui du camarade Steinberg concernant les prétendues tractations entre Boukharine et le parti S.R.G. en 1918... Nous avons pris connaissance dans la presse de celui du Parti paysan russe (émigré) dirigé à Prague par Maslov. Tous ces documents sont explicites et convaincants autant que superflus. Les gens de bonne foi sont fixés. Les autres, aucun document, aucune réalité ne saurait les éclairer.

V. S.

---

# Autour du procès de Moscou

## Les réactions à l'étranger

Quelques-uns des derniers communistes demeurés dans le mouvement stalinien ont cette fois réagi. On sait la démission de Charles Rappoport qui, s'expliquant dans un article, estime avec raison qu'il n'y a plus de parti communiste en France depuis une douzaine d'années et ajoute qu'il n'appartenait au parti des Thorez et des Duclos que d'une façon purement formelle et passive... Mieux vaut tard que jamais ! Avoir attendu sa soixante-douzième année et la fin des massacres en U.R.S.S. pour constater ces choses est tout de même d'une tristesse que l'on préfère ne point juger.

De Roumanie, Jean Boujor, communiste de la toute première heure, emprisonné pendant une quinzaine d'années, a élevé sa protestation en faveur de Racovski.

Le parti communiste belge reconnaît enfin l'exclusion de son secrétaire national De Boeck accusé de trotskysme. De Boeck se trouvait au front en Espagne au moment où cette sanction l'atteignit. Il déserta aussitôt et vint se cacher en Belgique.

En Hollande, Jef Last, poète et militant, qui s'est battu dans la milice madrilène, a publiquement rompu avec le stalinisme. Motif : les procès de Moscou et *le fait que depuis plusieurs mois l'U.R.S.S. a cessé de ravitailler l'Espagne en armes et munitions.*

B. M.

LEON TROTSKI
LES CRIMES DE STALINE
20 fr.
traduction
Victor SERGE
du même auteur
LA RÉVOLUTION TRAHIE
20 fr.
Victor SERGE
DESTIN D'UNE RÉVOLUTION
18 fr.
GRASSET

# Les communistes entendent coloniser la Fédération des Cheminots

La colonisation stalinienne se poursuit dans toutes les fédérations. La *R. P.*, à maintes occasions, a souligné les moyens mis en œuvre pour y parvenir. La pression s'exerce surtout dans les grandes fédérations d'industrie qui, par leur puissance numérique et leur importance dans la vie économique et sociale, jouent un rôle de premier plan. Aux Métaux, les communistes s'efforcent de mettre les techniciens sous leur coupe afin d'être les maîtres absolus; dans les Bâtiment, ils s'acharnent contre les derniers îlots de résistance; la direction des Produits chimiques prend ses ordres à Moscou même quand il s'agit de se dresser contre la F.S.I. Chez les Cheminots, l'infiltration s'est opérée méthodiquement et le congrès de l'Union du réseau P.L.M. (maintenant région Sud-Est) tenu à Valence les 10, 11 et 12 mars prouve que Sémard se prépare à éliminer tous ceux qui ne sont pas dans « la ligne » communiste.

### Modifications de la structure fédérale

Nous y reviendrons. Mais il faut en parler aujourd'hui pour comprendre l'importance du congrès de l'Union P.-L.-M.

Lors de la fusion fédérale, les confédérés, de beaucoup les plus nombreux, acceptèrent la parité. Huit secrétaires furent désignés : quatre ex-confédérés : Jarrigion et Perrigon (permanents), Liaud et de Kerdelleau; quatre ex-unitaires : Crapier et Demusois (permenants), Midol et Sémard.

Sémard manœuvra habilement pour conquérir la suprématie. Les ex-confédérés n'y voyant pas plus loin que leur nez, et croyant aux belles promesses sur l'autonomie syndicale, le laissèrent faire. Il neutralisa les uns, acheta les autres qui, comme lui, brûlaient de devenir administrateurs de la Société Nationale des chemins de fer. N'est-ce pas pour cela que l'un d'eux fait de belles promesses à ses amis de tendance et les trahit gentiment en filochant, docile aux injonctions de l'ex-secrétaire du P.C.? Toujours est-il que Sémard devenu permanent (le saviez-vous, camarades, et qui l'a désigné?) veut se débarrasser des gêneurs. Il commence par de Kerdelleau qui n'est pas très souple, paraît-il, à l'égard du « camarade administrateur ». Il satisfait une petite rancune en débarquant en même temps Demusois parvenu à la députation alors que lui-même n'est que conseiller général de la Seine; du même coup, il a l'accord des secrétaires ex-confédérés trouvant une justification de leur lâcheté dans ce « respect de la parité ». Pauvres imbéciles! Ils ne comprennent pas que leur tour viendra! L'attitude de Kamenev et Zinoviev ne les a pas sauvés; elle a permis d'abattre Piatakov, comme l'attitude de celui-ci devait permettre d'atteindre Boukharine et Rykov. Sur un autre plan, les méthodes sont les mêmes!

Enfin, des remaniements s'opèrent dans la composition du Conseil fédéral. Il est constitué des sections techniques nationales avec des secrétaires permanents pour les sections techniques déjà aux mains des communistes.

### La colonisation des Unions

Ce travail est encore insuffisant. Les Unions — qui correspondent aux anciens réseaux — conservent une certaine autonomie. Elles assurent un gros travail et dissimulent aux adhérents les défaillances, faiblesses et erreurs de la direction fédérale. Elles peuvent contrecarrer les directives d'une fédération stalinisée en maintenant fermement les principes du syndicalisme traditionnel. Il faut donc les conquérir ou réduire leur influence.

Les cellules sont parties à l'assaut des Unions suivant les principes habituels. Les militants non communistes ont été calomniés; une campagne sournoise a été menée pour les écœurer ou les écarter des postes responsables qu'ils assumaient. Les réalisations ont été sabotées, sciemment, parce qu'elles prouvaient que les constructeurs n'étaient pas dans les rangs communistes.

Le congrès de l'Union P.-L.-M. a montré l'ampleur de la désagrégation. Soulignons que ce congrès est le premier qui se tienne après deux ans d'unité chez les Cheminots; qu'il précède tous les autres congrès d'Unions et le congrès fédéral; que l'Union P.-L.-M. a joué un rôle déterminant dans la réalisation de l'unité chez les Cheminots; qu'elle est la plus forte Union tant par son chiffre d'adhérents (90.000) que par ses réalisations.

### Des débats édifiants

Il était aisément prévisible que les communistes tenteraient un gros effort pour conquérir l'Union P.-L.-M. Sa situation est prospère par suite d'une saine administration. Or, ils ont prouvé qu'ils savaient vider les caisses. L'influence de militants, indépendants des partis politiques, attachés au syndicalisme est prédominante; or les mots d'ordre de Moscou doivent être propagés. Que reprocher à ceux qui venaient rendre compte de leur mandat avec un actif écrasant? Rien, mais il fallait les mettre en tutelle.

Sur le rapport moral une lutte fut menée contre de Kerdelleau, secrétaire administratif, pris comme bouc émissaire. Les hommes à tout faire des cellules multiplièrent des attaques ridicules. Comme par hasard Winberg, autre secrétaire, mais communiste, fut épargné. Peut-être son insuffisance le mettait hors de cause. Plutôt, ne voulant pas redevenir un cheminot actif, n'avait-il pas pris l'engagement de filer doux et d'exécuter les ordres de Sémard? Donc après des reproches injustifiés les rapports furent adoptés à l'unanimité.

Les cellules avaient monté la pièce pour le deuxième jour. Midol et surtout Sémard assuraient les premiers rôles. Ce dernier occupa la tribune un long moment alors qu'il ne détenait aucun mandat et que, statutairement, il n'appartient plus au P.-L.-M. Son discours prétentiard — « savantasse », aurait dit Jouhaux — dictait, paraît-il, une orientation. En réalité il condamnait l'indépendance du syndicalisme; proclamait la dictature communiste; lançait l'anathème contre les syndicalistes. Le mouvement syndical doit se mettre au service du Front populaire pour l'animer et l'entraîner à l'action. Sémard n'a pas encore expliqué quelle action il préconisait lorsque la majorité parlementaire n'existe plus que sur le papier; que l'action extra-parlementaire des masses groupées dans le « Front populaire » est brisée par les trahisons staliniennes. Il n'a pas conclu, par dégagé d'orientation. Mais il est bien entendu que la parité n'existe plus; qu'on doit élargir la direction en in-

corporant des éléments jeunes et éprouvés. Des valets n'en demandaient pas moins l'impression — j'allais écrire l'affichage — de ce morceau d'éloquence; d'autres apportèrent des fleurs.

Toute la bataille portait sur la constitution du Conseil d'administration. Les communistes y incorporèrent des éléments dont la compétence et l'activité sont douteuses. Ils éliminèrent en revanche des militants éprouvés; ils ne reculèrent devant d'autres éliminations que par crainte d'une rupture immédiate. Ce C.A. désignera son bureau. Il ne manquera pas d'ajouter quelques permanents, évidemment communistes, fatigués de travailler. Les autres militants n'ont que le choix : ou partir ou être mis en tutelle. On ne le leur a pas mâché et je crois qu'on a poussé le cynisme jusqu'à leur offrir la carte du P.C.

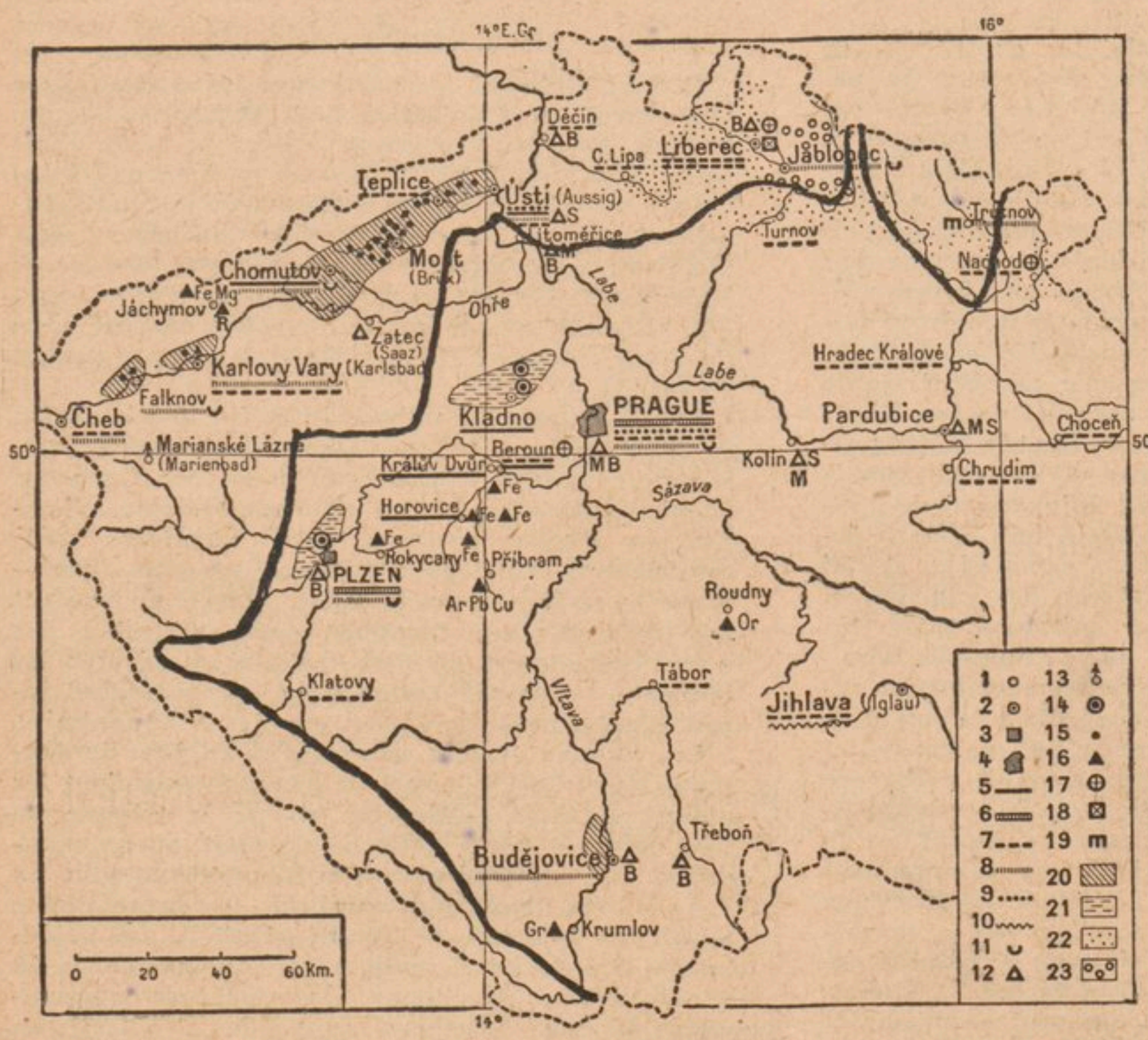
Seulement, ils ne marchent pas. Ils sont prêts à la lutte. La force des communistes est faite d'un énorme culot; ils prétendent incarner le mouvement révolutionnaire alors qu'ils l'assassinent ici comme en Espagne et en U.R.S.S. Ils n'ont qu'un seul souci, qu'un seul but : entraîner la classe ouvrière française à la guerre si l'U.R.S.S. est attaquée, d'où la nécessité de contrôler tout le mouvement syndical.

Nous avons heureusement d'autres conceptions du syndicalisme et de la lutte révolutionnaire. Les formules tonnantes d'un Sémard contre le fascisme sentent la poudre. Nous sommes contre le fascisme, plus que les communistes qui ne font rien pour le combattre. Nous sommes contre ce fascisme encore plus sanglant, plus cynique que les autres qui s'appelle le stalinisme.

Le congrès de l'Union P.-L.-M. a montré l'ampleur du danger communiste. Il faut dresser contre lui toutes les forces saines du syndicalisme. Il faut montrer aux Cheminots ce que sont en réalité les faux prophètes du genre Sémard : les valets des puissances capitalistes qu'ils prétendent combattre. Nous ne manquerons pas de le faire.

UN CHEMINOT SYNDICALISTE.

# Document sur la Tchécoslovaquie




1. — Villes comptant moins de 20.000 habitants. 2. — De 20.000 à 50.000 habitants. 3. — De 30.000 à 200.000 habitants. 4. — Plus de 200.000 habitants. 5. — Souligne les noms des centres métallurgiques. 6. — Les centres de grande construction mécanique. 7. — Les centres d'industrie textile. 8. — Les centres d'industrie de la céramique ou de la verrerie. 9. — Les centres d'industries chimiques. 10. — Les centres d'industrie du cuir. 11. — Verrerie. 12. — Industries alimentaires (M, minoteries; B, brasseries; S, sucreries). 13. — Centres balnéaires. 14. — Extraction de la houille. 15. — Extraction du lignite. 16. — Autres extractions (Ar. argent; Cu, cuivre; Fe, fer; Gr, graphite; Pl, plomb; R, radium). 17. — Industrie du coton. 18. — Industrie de la laine. 19. — Industrie du lin. 20. — Bassin du lignite. 21. — Bassin houiller. 22. — Industrie textile diffuse. 23. — Industrie de la verrerie diffuse.

## La Bohême et les Sudètes

La carte ci-contre, établie d'après Martonne, est la carte industrielle de la Bohême, cœur de l'Etat tchécoslovaque. Le gros trait marque la séparation approximative des Allemands et des Slaves : entre le trait et la frontière les habitants parlent, en majorité, allemand; à l'intérieur du trait, ils parlent tchèque. Au total, il y a, en Bohême, 4.713.000 Tchèques et 2 millions 270.000 Allemands.

La région des *Sudètes* est la portion nord-est du pourtour, celle comprise, en gros, entre Liberec et Nachod. Dans les districts sud-est de cette région on ne compte que 46% d'Allemands mais les districts nord-ouest en renferment jusqu'à 96%. C'est un pays très industrialisé et essentiellement textile. C'est là que s'est constitué le *parti allemand des Sudètes*, pangermaniste et pro-nazi.

Jusqu'en ces derniers temps les Allemands des autres régions de la Bohême paraissaient être restés antinazis et partisans de leur maintien dans la République Tchécoslovaque; mais nous ne saurions dire si depuis les derniers événements il en est toujours ainsi.

# NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

## LE « CREDIT GRATUIT »

Dans les articles que j'ai consacrés aux « collectivisations » d'Espagne, j'ai signalé, mais peut-être insuffisamment, que les réalisations de nos camarades espagnols étaient profondément en accord avec les idées professées sur l'organisation de la société prolétarienne par la Première Internationale, ou tout au moins par sa section française; c'est-à-dire cet ensemble d'idées qui va du « mutuellisme » au « collectivisme » (au premier sens du mot), ou, si l'on préfère des noms propres, qui va de Proudhon à Bakounine.

Un nouvel exemple, particulièrement remarquable de cet accord, va, je crois, nous être donné.

Le congrès de la C.N.T., qui c'est tenu dernièrement, a décidé la création d'une banque syndicale. C'est la réalisation d'un projet déjà ancien; il avait fait l'objet d'un débat très important au congrès de Barcelone l'an dernier, et une étude détaillée en a été faite par le syndicat de Catalogne des Employés de banque (2). La résolution du congrès de cette année a décidé définitivement la création de la banque, mais elle n'indique pas d'après quels principes celle-ci fonctionnera; je pense cependant que ce seront ceux préconisés par le syndicat des Employés de banque dans l'étude que je viens de citer.

Si tel est le cas, la banque de la C.N.T. se distinguera, par son essence même, de toutes les autres banques, aussi bien de celles fondées par des organisations ouvrières, comme la Banque des Coopératives, la Banque Ouvrière et Paysanne, etc..., que des banques bourgeoises proprement dites. Au lieu de n'être en effet qu'une banque fonctionnant selon les règles capitalistes et revêtue simplement d'un étiquette ouvrière, ce sera une vraie banque ouvrière parce qu'elle fonctionnera selon le principe prolétarien fondamental : celui de se refuser à l'exploitation de l'homme par l'homme, donc supprimer le profit, et aussi, par voie de conséquence, cette forme particulière du profit qu'est l'« intérêt ».

En effet, à l'instar de la *Banque d'Echange* de Proudhon, mais ayant dans les collectivités ouvrières et paysannes la base qui manquait à Proudhon et qu'il était obligé d'aller chercher chez les commerçants et industriels opérant sous le régime du profit, ce qui frappait d'utopisme sa tentative, la banque de la C.N.T. fonctionnera sans intérêts, c'est-à-dire sans verser d'intérêts à ses déposants et sans en demander à ses emprunteurs.

Le projet du syndicat catalan des Employés de banque est même à cet égard plus radical que celui de Proudhon. Tandis que Proudhon instituait pour le paiement des frais de fonctionnement de la banque une commission forfaitaire de 1% sur le montant de toutes les traites escomptées, nos camarades n'envisagent que l'exact remboursement des frais réellement faits, par un versement correspondant des différentes organisations adhérant à la banque et effectué proportionnellement, soit au montant des opérations faites par chacune d'elles avec la banque, soit au nombre de leurs adhérents.

Ainsi sera obtenue la suppression de l'intérêt, ainsi sera réalisé le *prêt gratuit*. Proposer la suppression de l'intérêt n'est que stupidité démagogique quand c'est le fait de gens comme les cléricalo-antisémites qui acceptent la légitimité du profit, car, du moment qu'on admet qu'il est légitime de tirer un profit du travail de gens qu'on exploite grâce au capital, il est absurde de refuser une part de ce profit à celui qui, en vous prêtant du capital, vous permet de réaliser du profit. Mais, du fait que précisément l'intérêt n'est autre qu'une part du profit, il doit disparaître avec lui. Maintenir l'intérêt signifierait qu'on entend maintenir le profit.

Une fois de plus nos camarades espagnols ont donc vu parfaitement juste.

A quoi servira leur banque?

Elle aura deux fonctions essentielles (je suis toujours à l'étude du syndicat catalan des Employés de la banque) : d'une part elle fonctionnera comme un sorte de caisse de compensation générale entre les différents organismes (syndicats et collectivités) qui en seront membres, d'autre part elle effectuera les opérations que ceux-ci auront à faire avec le monde extérieur, je veux dire le monde bourgeois d'Espagne ou d'ailleurs.

Elle sera une caisse de compensation pour ses membres, non seulement en ce sens que lorsque l'un d'eux aura à effectuer un paiement à un autre, ce paiement s'effectuera par une simple opération sur les livres de la banque qui créditera le compte de l'un et débitera le compte de l'autre, mais aussi en ce sens que le crédit aux uns sera fait avec les disponibilités des autres. Les adhérents devront en effet remettre à la banque la totalité de leurs encaisses (sauf ce qui est nécessaire aux menus frais quotidiens), et c'est avec les encaisses des uns que seront faits les prêts aux autres. Une solidarité financière, une véritable unité financière seront ainsi réalisées entre les syndicats et collectivités des différentes loca-

(2) « Estudio efectuado por la Seccion de Banca, Bolsa y Ahorro del Sindicato Unico de la Distribucion para la creacion en Cataluna de una Caja Confederal de Administracion y Aportaciones ».

lités et corporations, compensant les inconvénients qui pourraient résulter de l'indépendance, par ailleurs nécessaire, de ces organismes. Cette banque sera un moyen de créer l'interdépendance dans l'indépendance.

En ce qui concerne les relations avec l'extérieur, la banque sera, pour ainsi dire, le mandataire général de ses adhérents. Elle se chargera de tous leurs encaissements et de tous leurs paiements. Mais ici, nos camarades de la C.N.T. vont moins loin que Proudhon. Proudhon envisageait — et c'est vraiment la seule manière de faire des crédits importants — l'émission par la banque d'échange d'une monnaie, de ses propres *billets de banque*, billets avec lesquels pourraient être effectués les paiements à l'extérieur, et qui seraient toujours remboursables en marchandises chez les membres de la banque.

Or, sur cette question de la monnaie, le projet de nos camarades est muet. On en devine facilement la raison. A l'époque de Proudhon, alors que le billet de banque, d'invention récente, n'avait vu son émission devenir monopole d'Etat qu'en quelques pays et peu de temps auparavant, l'idée de faire émettre des billets de banque par une autre banque qu'une banque quasi-d'Etat, comme la Banque de France, n'avait rien de particulièrement révolutionnaire. Mais aujourd'hui, où l'Etat en est venu à considérer que l'émission des billets de banque est l'une de ses fonctions fondamentales, autant que la police et l'armée, formuler une telle prétention serait considéré comme attentatoire au premier chef à la souveraineté de l'Etat. On ne peut donc la formuler que si l'on est en mesure de l'imposer. La C.N.T. étant actuellement, de par le blocus de Blum et l'impérialisme de Staline, réduite à la défensive, ne peut, pour le moment, tenter d'émettre sa propre monnaie en concurrence avec celle de l'Etat. Elle se tait donc, et elle a raison.

Mais le jour où la conjoncture politique sera différente, lorsque la C.N.T. pourra faire valoir sa force, la question d'une monnaie ouvrière, c'est-à-dire d'un moyen pour la banque confédérale d'effectuer les paiements des collectivités en billets garantis par les marchandises existant dans les magasins des collectivités, sans avoir aucun besoin de la banque d'Etat, se posera nettement. De sa solution dépendra peut-être l'avenir de la Révolution prolétarienne espagnole. Le jour où sortiront les billets de la C.N.T. sera l'assurance du triomphe de la C.N.T.

Car le prolétariat ne s'émancipe pas en envoyant des délégués ou des pseudo-délégués jouer un rôle décoratif dans les conseils d'administration des banques de l'Etat bourgeois: il ne s'émancipe qu'en créant ses propres institutions, en créant notamment ses propres instruments de crédit, sa monnaie.

R. L.

---

UNE LETTRE DE LOUZON (1)

# Le colonialisme est le seul fautif des massacres de Tunisie

**Cannes, 15 avril 1938.**

**Je lis dans le « Libertaire » d'hier à propos de la Tunisie :**

**« ...C'est la propagande italienne, nous dit-elle. PEUT-ETRE ».**

**Mais non! Pas « peut-être ». C'est NON. Cette histoire de la propagande italienne est un mensonge éhonté. La lutte des Tunisiens contre l'impérialisme français ne date pas d'hier, ni de Mussolini, elle date de 1910 au moins. Elle n'a pas cessé depuis lors, et la propagande italienne n'y est pour rien, pas plus aujourd'hui qu'hier ou qu'avant-hier. Tout au contraire. Car la seule chose qu'on pourrait reprocher aux Tunisiens, c'est d'avoir plus de haine pour les Italiens que pour l'impérialisme français. Chaque fois que l'Italie a fait mine d'intervenir, les nationalistes tunisiens ont cessé momentanément leur lutte contre l'impérialisme français afin de faire bloc contre l'Italie.**

**C'est une calomnie monumentale que de prétendre que les mouvements d'Afrique du Nord, que ce soit en Tunisie, au Maroc, ou en Algérie sont des mouvements d'origine « étrangère » ou fasciste. Il n'y a pas de mouvement qui soit plus « autochtone » et qui s'inspire plus directement (trop à mon sens) des principes « démocratiques » et de « la Révolution Française ».**

**Il est effroyable de constater que la puissance de la propagande n'est telle que parce qu'un mensonge impudent et manifeste est répété à bouche que veux-tu par tous les menteurs professionnels officiels et officieux, ceux qui sont le mieux placés pour savoir à quel point ces gens savent mentir se laissent eux-mêmes impressionner et disent : « Peut-être » alors que c'est « non » et cent fois « non » !**

**Il faut réclamer des preuves avant d'accepter, même partiellement les dires de tous ces messieurs de l'Union Nationale.**

**R. Louzon.**

(1) Publiée dans le *Libertaire* du 21. 4. 38.

# Prolétariat révolutionnaire et communauté nationale

*Les cercles qui, jusqu'à nos jours, se sont appelés nations, parvinrent, il y a un siècle, ou à peu près, à leur plus grande expansion. On ne peut plus rien faire avec eux, si ce n'est les dépasser.*
ORTEGA Y GASSET.

(*La révolte des masses*).

Dans un article de « Combat », le fascicule mensuel que publie un groupe de jeunes « nationalistes révolutionnaires » à la tête desquels se place Thierry Maulnier, celui-ci, après une analyse assez exacte de la situation présente « des forces en face de la société libérale », reproche au mouvement ouvrier moderne de s'être mis en dehors de la communauté nationale et d'avoir, par cette attitude antinationale, compromis à fond ses chances de succès historique. Il écrit : « Il est inutile de noter l'immense surcroît d'efficacité qui résulterait pour les deux grandes forces libérées par la dissolution libérale de la communauté, l'affirmation de la continuité nationale dans les catégories non prolétariennes de travailleurs et l'effort du prolétariat pour retrouver sa place dans cette communauté, de l'abandon de leurs préjugés réciproques et de la prise de conscience de leur lutte réelle, unique, contre une unique force d'asservissement... A cette condition, le syndicalisme libéré de ses déviations matérialiste et prolétarienne, le nationalisme libéré de ses tendances sentimentales et idéalistes, qui en font une arme au profit des maîtres actuels de l'Etat, peuvent l'un et l'autre dépasser leur stade actuel de stérilité dans la création positive d'une nouvelle forme de communauté ».

M. Thierry Maulnier est l'auteur d'un *Nietzsche* qui est un des meilleurs essais qu'on ait écrit sur le grand solitaire allemand et le groupe de jeunes nationalistes qu'il a réunis autour de lui et que j'ai qualifiés plus haut de « révolutionnaires » — ils s'affichent, d'ailleurs, eux-mêmes, comme tels — publie *Combat*, où l'on trouve un effort, parfois intéressant, pour formuler une idéologie nationaaliste, qui soit un peu moins plate ou moins fade que celle des nationalistes en général. Sont-ils fascistes? Ils s'en défendraient, car M. Thierry Maulnier qualifie « d'empirique et de dangereusement exaltée et verbale » la forme courante du fascisme ordinaire. Que veulent-ils donc? Ils veulent souder en une force commune le nationalisme et le syndicalisme, le premier libéré de ses tendances sentimentales et idéalistes, le second de ses déviations matérialiste et prolétarienne, et lancer cette force contre le grand capitalisme, créateur de la société libérale, pour, ce capitalisme détruit, édifier sur ses ruines une nouvelle communauté nationale, qui serait une synthèse, riche et féconde, du passé et de l'avenir, rassemblant en elle tout ce que le passé eut de fort et de glorieux et tournée néanmoins vers un avenir, où toutes les classes trouveraient leur essor et leur grandeur.

Mais, dirait-je tout de suite à Thierry Maulnier, c'est là même tout le problème du *fascisme* et du *national-socialisme*, tels que Mussolini et Hitler l'ont préconisé et réalisé et vous avez beau vous défendre d'être fasciste « à la mode empirique, imparfaite et dangereusement exaltée et verbale » de nos mussolinomanes et de nos hitlériens, c'est bien là ce que prétendent faire tous nos nationalistes actuels — *in omni genere et modo!* Il s'agit essentiellement de réincorporer le prolétariat révolutionnaire moderne, qui affiche un dangereux *scissionisme*, dans la communauté nationale, que vous débarrasseriez, dites-vous, de son esprit capitaliste, pour la lui rendre habitable. Et tel est, en effet, de nos jours, le point capital. Ce prolétariat, enfant de la grande industrie. et qui pose à la société moderne un problème crucial, devant lequel tout le monde tombe en arrêt et que l'on cherche à résoudre de tant de manières différentes (Marx, dans le *Manifeste Communiste*, a analysé, d'une façon magistrale et définitive, toutes les formes possibles du socialisme, depuis le socialisme... féodal jusqu'au socialisme révolutionnaire, en passant par le socialisme de la chaire et le socialisme petit-bourgeois, mais il n'avait pas prévu... le *national-socialisme*) — ce prolétariat moderne est bien gênant et si l'on en veut tant au capitalisme, si l'on affiche pour ce capitalisme, *le grand* naturellement, celui de la *grande industrie*, une antipathie qui semble si vive, si l'on paraît même vouloir conspirer sa destruction, c'est surtout, c'est, avant tout, — Marx en faisait sarcastiquement la remarque — parce qu'il a enfanté ce *monstre*, cette *créature... impossible*, qu'est le prolétariat, aux yeux de tous ceux qui, peu ou prou, d'une façon déclarée ou dissimulée, rêvent un retour quelconque aux formes soi-disant idylliques d'un passé plus ou moins patriarcal. Le *monstre* existe, hélas, il n'existe même que trop, et il manifeste des tendances déplorables et fort inquiétantes; il ne menace rien moins que de renverser tout le vieux système social, pour instaurer sur ses ruines on ne sait quel succédané d'une épouvantable *barbarie*, où nobles, bourgeois, petits-bourgeois, intellectuels et politiciens de tout acabit ne trouveraient plus la moindre place! C'est affreux, vous dis-je, c'est la fin du monde, l'abomination de la désolation! Mais comment faire avec *ce monstre?* Il se déchaîne terriblement : par quel procédé pourrait-on bien le... réenchaîner? C'est qu'il est devenu diablement difficile à amadouer et à tromper; il commence même à se défier de ceux qui, pour le mieux abuser, affichent un langage révolutionnaire et se font ses avocats; il va jusqu'à prétendre n'attendre son salut que de lui-même : producteurs, sauvons-nous nous-mêmes, ose-t-il déclarer! Prospero aurait beau prodiguer sa haute sagesse et Ariel ses plus prestigieux enchantements : le prolétariat moderne — incarnation nouvelle de l'éternel Caliban — resterait sourd à l'un comme à l'autre!

Il y a tout de même une sirène, à la voix de laquelle — chose étonnante — il ne reste pas insensible, c'est la sirène nationale et patriotique. Parlez-lui de « défense nationale » et vous le voyez, ce monstre, rentrer aussitôt dans le bercail sacré de la Patrie, suivre, bien docilement, la bannière tricolore et, comme disait Anatole... France, aller bravement se faire trouer la peau... pour des industriels, convaincu, dans sa candeur naïve, qu'il s'agit bien de sauvegarder le sol de ses pères. Et le voilà *réincorporé :* le tour est joué! En 1914, la chose réussit admirablement, et, en 1938, cela recommence : *l'unanimité nationale*, comme dit Paul Reynaud, est en train de se refaire en douce et grand train, les communistes ont redonné à la

*Marseillaise* le pas sur *l'Internationale*, et sont tout disposés à entrer dans le grand ministère de Salut public et d'Union sacrée, que ledit Paul Reynaud nous prépare. La Patrie est en danger, menacée non plus par Guillaume II, mais par Hitler, plus dangereux encore et plus « réactionnaire », si possible. Alors... allons, enfants de la Patrie, le jour de gloire est, de nouveau, arrivé!

Ici, M. Thierry Maulnier va, sans doute, m'arrêter et me dire : mais j'ai répudié les formes *sentimentales* et *idéalistes* du nationalisme, qui ne peuvent profiter qu'aux « maîtres actuels de l'Etat » et je ne suis pas dupe de cette *unanimité nationale* faite uniquement pour le profit de Moscou et de ses agents français. De cette unanimité, je n'en veux pas, c'est une rouerie de plus de nos politiciens du jour, et je crie : *à bas la guerre et l'union sacrée frelatée qu'elle implique et comporte!* Oui, je sais, nous assistons à ce spectacle, piquant assurément, de nationalistes devenus « objecteurs de conscience », et criant « à bas la guerre ». Mais ces nationaux sont gens bien bizarres; ils ne veulent pas se battre pour Moscou, c'est entendu, mais soyez sûrs qu'ils se battraient très volontiers pour l'axe Rome-Berlin, et leur compère espagnol, le Franco francophobe, a très bien accepté de se faire l'agent, en Espagne, de Mussolini et d'Hitler. Et nous avons même vu un nationaliste déclarer, à haute et intelligible voix, qu'il faut opposer au « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » un « Bourgeois de tous les pays, unissez-vous! », non moins bien senti. On ne peut pas mieux avouer que, de nos jours, ce qui domine, c'est le conflit bourgeoisie-prolétariat, et donc la lutte des classes... tant honnie, et que la « guerre des Etats » n'est plus qu'un masque pour la « guerre des classes ». Nos soi-disant nationaux sont... internationalistes et sacrifient délibérément, au grand scandale de Buré, l'intérêt français strict à leur intérêt de classe, et ce sont nos internationalistes qui — ô ironie! — se font patriotes et « France aux Français » et cela, sans doute, non par chauvinisme, mais en vertu de ce « patriotisme révolutionnaire » que Sorel déclarait naguère *une question sociale de premier ordre*, parce qu'il était surtout dirigé contre les privilégiés et que nos patriotes de 1792 étaient des « sans-culottes » faisant la guerre aux Tyrans. *Paix aux chaumières* (le paysan français se dressait alors contre la Féodalité) et *guerre aux Tyrans!*

M. Thierry Maulnier connaît très bien, d'ailleurs, un certain Charles Maurras, dont il est plus ou moins le disciple, et qui, après avoir démontré savamment que *le coup de force était possible... même devant l'ennemi*, s'est tout de même, fort sagement, rallié à la bannière nationale et fit sa partie dans le chœur de l'Union sacrée. Il ne pensa nullement à profiter des circonstances pour essayer de ramener le Roi : il fit, comme Guesde et Vaillant, ces Jacobins rouges, et montra ainsi qu'il n'était, lui, qu'un Jacobin blanc, mettant au-dessus de tout la déesse Nation et travaillant donc au profit des « maîtres actuels de l'Etat ». M. Thierry Maulnier et ses camarades de *Combat* sont-ils des nationalistes assez révolutionnaires pour rompre en visière à l'union sacrée prochaine et ne pas imiter l'exemple que leur maître leur donna en 1914? Mais, alors, que devient cette « communauté nationale » dans laquelle ils voudraient faire rentrer le prolétariat, si eux-mêmes la méconnaissent au moment où la Patrie est déclarée en danger? Ne serait-ce pas avouer que cette « communauté nationale » est désormais une pure fiction et que ce qui compte, encore une fois, à l'heure actuelle, ce n'est plus la Patrie ou la Nation, mais *l'intérêt de classe*, lequel est devenu international? En vérité, le nationalisme, au sens strict du mot, est une idée plus que périmée, et il n'y a plus de « communauté nationale » qui tienne, quand l'intérêt de classe est en jeu. Comme dit Ortega y Gasset, dans sa *Révolte des masses*, la nation est devenue un corset beaucoup trop étroit pour nos aspirations réelles et nous étouffons *tous* dans cet horizon rétréci. Il nous faut autre chose. Nietzsche déclarait naguère que *l'Europe veut devenir une*. Oui, mais qui fera cette unité de l'Europe et de quelle couleur sera-t-elle? Blanche ou rouge? Fasciste ou socialiste? Le fascisme est international, comme le socialisme; le nationalisme est une idée morte, elle jette ses derniers feux qui veulent être d'autant plus vifs qu'ils sont plus... mourants; la vraie question est de savoir si la Bourgeoisie internationale arrivera à mater le Prolétariat international, en restaurant une Europe plus ou moins blanche ou bleue, ou si ce Prolétariat sera assez fort pour édifier une Europe rouge!

M. Thierry Maulnier nous dit que les prédictions marxistes sur la disparition des classes moyennes, qui devaient soi-disant tomber dans le prolétariat, ne se sont pas réalisées et que, par conséquent, le prolétariat, resté numériquement une minorité dans la nation, ne saurait prétendre imposer sa domination sociale : il faut au contraire qu'il se rallie à ces classes moyennes et qu'il fasse bloc avec elles, pour constituer un front anticapitaliste et fonder une nouvelle communauté nationale, à la place de celle que le capitalisme a dissoute. Mais je lui répondrai : sans doute, les classes moyennes n'ont pas disparu, elles ne sont pas tombées, matériellement et brutalement, dans le prolétariat et ce sont elles qui, partout, rallient une bannière plus ou moins fasciste, parce que, spirituellement, elles sont restées dans l'orbite de la grande bourgeoisie et, notamment, fidèles à l'idéologie nationaliste, par tradition, préjugé et routine. Parlez-leur en effet de famille, religion, propriété, autorité, ordre et nation, et vous aurez leur audience immédiate, tandis que l'idéologie révolutionnaire du prolétariat de la grande industrie ne leur inspire qu'effroi, répugnance, répulsion, abhorrence et incompréhension totale. Elles sont tout aussi exploitées par le capitalisme que le prolétariat proprement dit, mais, n'étant pas en effet tombées matériellement dans la condition prolétarienne, elles se figurent jouir encore d'une certaine indépendance et, volontiers, croient être en état d'arbitrer le conflit social qui dresse les classes ouvrières contre la bourgeoisie. De formation et d'éducation bourgeoises, prises entre le Capital et le Travail, elles préfèrent encore rester à la merci du Capital, qui, pourtant, les rétribue en général fort mal et ne leur accorde guère, le plus souvent, que la maigre et platonique satisfaction de faire partie de l'Elite, que de se mettre au service du nouveau Pouvoir en formation, le Pouvoir syndical, représentant le Travail organisé : telle est la force de la tradition et du préjugé, force que le grand capitalisme sait fort bien exploiter et tourner au profit du fascisme, alors que le nouveau pouvoir en émergence n'a pas su encore, faute d'une attitude psychologique compréhensive, attirer à lui et se concilier ces classes moyennes, rétives jusqu'ici à son influence et dont l'appoint est cependant, indubitablement, nécessaire à son triomphe et à l'instauration de son hégémonie sociale.

Tel est le fait, il est indéniable, et il est parfaitement inutile d'essayer de le dissimuler ou de se le dissimuler. C'est contre ce fait qu'est venu buter dans tous les pays le prolétariat révolutionnaire

et qui, partout, explique le recul du socialisme et, même simplement, de la démocratie, devant le fascisme. Mais si le fait est avéré et incontestable, les conclusions qu'en voudrait tirer M. Thierry Maulnier sont bien fragiles et bien fallacieuses. Il souhaiterait que le prolétariat révolutionnaire ralliât les classes moyennes et, par suite, réintégrât la communauté nationale, dont elles sont le plus ferme soutien. Mais qu'en résulterait-il? Le résultat le plus clair serait que le prolétariat, au lieu de jouer le rôle *d'entraîneur* qui lui revient, se remettrait à la remorque de classes dont on peut bien vanter l'honnêteté et les bons sentiments, mais qui n'ont aucun programme social ni aucun élan révolutionnaire, étant fidèles à une idéologie qui n'est que le conservatoire moisi et ranci de préjugés, que le mouvement historique balaie et balaiera de plus en plus. On l'a bien vu avec les « Croix de Feu », dont le chef a été incapable d'émettre aucune idée nouvelle et n'a jamais fait que rabâcher les lieux communs les plus éculés, dans une langue impossible et qui ne rappelle le français que dans le mesure très irréelle où le chien, animal aboyant, ressemble au Chien, constellation — pour finir, très piteusement, par émarger aux fonds secrets, au nom, sans doute, de cette honnêteté, dont il nous assassinait les oreilles — ce qui explique probablement que *les plus jeunes*, profondément dégoûtés, ont cru devoir tenter, par désespoir, des voies secrètes et... impossibles.

Et si le mouvement « Croix de Feu » s'est révélé aussi vain et aussi creux que, naguère, le boulangisme et la « Patrie Française »; si aucun mouvement nationaliste n'a pu, en France, depuis toujours, réussir (le seul, un peu sérieux, fut celui de l'*Action Française*, mais sa faiblesse fut aussi, au fond, d'être un « nationalisme intégral », c'est-à-dire un jacobinisme... blanc); si ce qui manqua toujours à ces mouvements, ce furent non seulement les hommes, mais, encore plus, les idées — c'est que le nationalisme, comme le dit fort bien Ortega y Gasset, est une impasse, une voie sans issue. Il n'est que le déguisement de la réaction, la dernière ressource sentimentale et idéologique des partis déchus ou en déchéance, dont l'éviction historique est définitive ou en voie de l'être. M. Thierry Maulnier veut le libérer de ses tendances « sentimentales et idéalistes » : mais, en dehors de ces tendances, qu'en resterait-il? Il n'est *rien* en dehors d'elles, et il ne peut *rien* être! Quand l'histoire vous condamne et vous rejette, il n'est qu'une issue possible : se réfugier dans le sentiment et l'idéal! Il veut aussi que le syndicalisme se libère de ses « déviations matérialiste et prolétarienne »; mais qu'est-ce qu'un syndicalisme non prolétarien? Quant au matérialisme? c'est à voir, et si notre grand... Flandrin a parlé du « matérialisme sordide » des masses ouvrières, est-ce au nom de... l'idéalisme bourgeois, dont il est, évidemment, un haut exemplaire? *Risum teneamus!*

M. Thierry Maulnier voudrait, sans doute, profiter du dégoût que peut inspirer et qu'inspire le stalinisme, pour essayer de ramener le syndicalisme révolutionnaire dans le giron national. Mais le pauvre Doriot, ce triste transfuge du communisme, aurait pu, certes, fonder avec quelque succès un parti antistalinien, s'il ne s'était compromis à tout jamais en s'acoquinant avec tous les réactionnaires de France et de Navarre; et il est vraiment pénible, c'est une pitié de voir un Drieu La Rochelle, de qui l'on pouvait, certes, espérer mieux, adhérer au... P.P.F.! Nous ne voulons pas plus nous mettre au service de Moscou que de Rome-Berlin; nous repoussons *tous les nationalismes* et *tous les fascismes*, noirs, bruns, bleus, roses ou rouges. Ce que nous voulons, c'est un mouvement vraiment révolutionnaire et qui ne se place, par conséquent, *sur aucun plan national*. La Patrie, la « Communauté nationale » — ce ne sont plus là que *le lieu géométrique de toutes les réactions;* le nationalisme est une lèpre morale et sociale : à bas *toutes les patries* et vive l'Internationale! On ne pourra songer à redonner au mot *nation* un sens spirituel acceptable que le jour où le monde sera devenu une vaste Fédération de libres républiques socialistes; jusque-là, comme le disait déjà Lamartine, ce mot n'est plus qu'un « mot pompeux pour dire barbarie », et quiconque s'avoue nationaliste, se déclare par cela même *réactionnaire* et se ferme toute voie d'accès au « nouveau programme de vie », comme dit Ortega, que réclame la situation présente du monde et ne peut être que révolutionnaire, c'est-à-dire international!

Edouard BERTH.

---

# Honte sur vous!

**Après le secrétaire de l'Union des Syndicats de Tunisie, c'est au tour de la secrétaire de l'Union locale de Tunis de venir baver sur les nouvelles victimes du** fascisme français.

**Et c'est naturellement dans le** Peuple, **l'organe de la C.G.T., qu'à pleines colonnes s'étale leur lâcheté.**

**Bien sûr que ce n'est pas nouveau, et nous ne devrions plus nous indigner. Tout de même!**

**Mais, depuis des mois dans les journaux de droite comme dans ceux de gauche, il n'est pas de semaine qu'on ne lise un ou plusieurs articles sur la famine qui sévit dans toute l'Afrique du Nord, la « perle de nos colonies ».**

**On sait qu'il y règne l'arbitraire le plus odieux; que les militants coupables de dénoncer courageusement les abus de pouvoir les plus infâmes sont poursuivis sans arrêt, emprisonnés ou bannis.**

**Aurait-on oublié, déjà, les fusillades des grévistes de M'dillah et de Metlaoui? Des ouvriers de Béjà et de Bizerte?**

**La fusillade de Tunis, du 9 avril, qui a fait 10 morts et 40 blessés, mais elle est la SIXIEME fusillade en Tunisie; la HUITIEME en Afrique du Nord, depuis l'avènement du Front populaire.**

**Non! monsieur Bouzanquet, non! Berthe Bigiaoui, c'est trop commode de mettre sur le compte des provocateurs le sang indigène qui périodiquement coule en Afrique du Nord.**

**Il faut rendre au Front populaire ce qui revient au Front populaire : Après l'immense espoir qu'il a fait naître dans les cœurs indigènes il assassine ces cœurs devenus gênants — puisque la guerre n'est pas pour tout de suite — en les déshonorant.**

**Et vous leur donnez le coup de grâce. Misérables, deux fois lâches!**

**Vous avez bien mérité de l'impérialisme français! Honte sur vous!**

**J.-P. Finidori.**

# Trois livres sur l'U.R.S.S.

*Je ne sais si les métallurgistes parisiens liront jamais le ou les chapitres que César Fauxbras écrira peut-être ou qu'il n'écrira peut-être pas sur les banqueroutes frauduleuses du syndicalisme unifié. C'est plus que douteux. Il est, d'ailleurs, bien d'autres livres qu'il devraient lire — et qu'ils ne lisent pas — notamment sur l'U.R.S.S.*

*Yvon vient de publier, sous le titre :* L'U.R.S.S. telle qu'elle est, *le développement, qu'on attendait, de sa brochure éditée par la* R. P. *C'est plein de renseignements, de documents, d'aperçus, et l'ensemble respire une profonde sincérité ainsi que le souci de ne pas bluffer, de ne donner que des éléments réels et vérifiés. Peut-être reprochera-t-on à Yvon de ne pas conclure, ou de ne conclure qu'incomplètement? Ce n'est pas de moi que viendra ce grief. Tout au plus reprocherai-je à Yvon de ne pas nous avoir donné un bouquin plus vivant, en nous racontant ses souvenirs. Mais ceux-ci nous sont annoncés. Quant à conclure, Yvon fait beaucoup mieux de laisser ce soin au lecteur après lui avoir donné tant d'éléments essentiels.*

*Dans la même collection (28 francs le volume, un peu cher, mais avec les salaires dans le livre parisien, peut-on faire à moins? Et d'ailleurs, les deux bouquins les valent largement.) A. Ciliga nous donne* Au Pays du grand mensonge. *Vous avez deviné tout de suite qu'il s'agit aussi de l'U.R.S.S. Si Yvon a vu l'usine soviétique de son poste de technicien, Ciliga a vu l'U.R.S.S. de plus haut, du grand état-major. Il a appartenu comme délégué du parti yougoslave à la classe des dirigeants, des « ingénieurs des âmes » comme les appelle Staline. C'est dire qu'il a vu ça, pour commencer, de haut, peut-être de trop haut. Mais d'un seul coup il est descendu au plus bas : pour crime d'appartenance à l'opposition, Ciliga fut arrêté en mai 1930. Il ne devait être libéré et quitter l'U.R.S.S. qu'en décembre 1935. Plus de cinq ans en prison, à Léningrad, et dans des « isolateurs », à Verkhné-Ouralsk. Des grèves de la faim, farouches. Une tentative de suicide. Ciliga nous dit avoir senti plusieurs fois les approches physiques de la mort. Les pages les plus vivantes de son livre sont celles qu'il consacre aux prisons soviétiques. Dire qu'il fut un moment où nous allions nous-mêmes jusqu'à prétendre que les prisons soviétiques, cela n'existait pas! Fallait-il que la « raison de parti » nous bouche les yeux et les oreilles!*

*L'auteur du troisième livre dont je veux parler était pour le moins aussi bouché que nous en 1920-1923 lorsqu'il décida, en 1932, de quitter l'Amérique pour aller travailler en U.R.S.S. Il s'agit d'Andrew Smith, cet ouvrier américain dont Plon a publié le récit sous le titre :* J'ai été ouvrier en U.R.S.S. *Les souvenirs de Smith portent sur trois ans de travail à l'usine Electrozavod, à Moscou. Andrew Smith était communiste militant lorsqu'il quitta les Etats-Unis; il alla jusqu'à abandonner ses économies, une somme assez élevée, à la caisse du parti communiste américain. Qu'est-ce qu'il connut comme déceptions dès les premières semaines de son séjour d'ouvrier en U.R.S.S.! Ses déceptions, ses réactions, ses colères, Smith les raconte en détail, et, d'ailleurs, avec un entrain inimaginable. Je serais bien étonné que l'auteur d'un tel livre ne fût pas un très sincère camarade et un très chic type. Il a brossé une série de tableaux sur la vie ouvrière en U.R.S.S. qu'on n'est pas près d'oublier. On n'oubliera pas non plus ses pages sur le voyage des « spécialistes étrangers » organisé pour répondre à Hitler. Rien n'avait été préparé, on ne sait par quel inadvertance, et l'auteur a pu voir certains coins tels qu'ils sont lorsqu'on n'y attend pas de visiteurs officiels. C'est tout simplement effrayant.*

*Avec les livres de Trotsky et de Victor Serge, avec le* Staline *de Souvarine, avec la brochure de Kléber Legay, ces trois bouquins doivent suffire, tout au moins je le suppose, pour nous amener à penser : Encore une banqueroute frauduleuse! Et de quelle taille!*

M. C.

---

# FAITS ET DOCUMENTS

**« Pour des haricots »**

On peut sans exagération dire de la sentence surarbitrale rendue le 19 avril par M. Giraud pour la métallurgie parisienne (l'aviation exceptée) qu'elle n'apporte rien de positif aux ouvriers qui participèrent au mouvement d'occupation des usines et dont certains sont privés de salaires depuis trois semaines. La sentence de M. Giraud n'accorde aucune augmentation de salaires immédiate, sous le prétexte que l'augmentation du coût de la vie n'a été que de 3,67% alors que la loi du 4 mars 1938 exige une variation de 5% pour que les arbitres puissent procéder à un rajustement des salaires. « Au moins, déclarent les patrons satisfaits, voilà un surarbitre qui fait une exacte application de la loi! ».

Nous apprécions la satisfaction patronale, mais nous serions curieux de connaître les indices sur lesquels s'est basé le surarbitre. S'il s'agit de l'indice de la préfecture de police pour une famille ouvrière de 4 personnes — indice communément pris pour base — le pourcentage indiqué par M. Giraud est pour le moins erroné, puisque, comme nous le rappelons déjà d'autre part, cet indice est passé de 630 à fin septembre 1937, à 658 au 31 décembre 1937 et à 688 à fin mars dernier — soit une augmentation d'à peu près dix pour cent (58 points sur 630). Sans doute M. Giraud s'est-il limité à l'indice au 31 décembre 1937, mais il nous semble que les compagnes de nos camarades ont déjà subi, depuis cette époque, les conséquences de la hausse traduite par les indices. M. Giraud a peut-être « appliqué exactement la loi ». Il n'a pas respecté la simple logique et encore moins tenu compte des impérieuses nécessités d'un budget ouvrier.

Mais, donnant donnant! Dans les « recommandations » qui accompagnent sa sentence, M. Giraud conseille l'augmentation horaire de 0,75 en contre-partie de la semaine de 45 heures dans les usines travaillant pour la défense nationale, comme cela a été décidé pour l'aviation par M. Jacomet. On veut bien rajuster certains salaires — ce qui apportera un peu plus de division dans les rangs ouvriers — mais sous condition du sabotage des 40 heures. Pour un résultat, c'en est un! Notons, d'ailleurs, la déclaration patronale selon laquelle « les industries métallurgiques parisiennes visées par l'arbitrage et qui rentrent dans cette

catégorie sont très peu nombreuses quant à présent ».

La seconde recommandation du surarbitre consiste à reporter à la discussion des modifications de la convention collective la question d'un rajustement des salaires « atteignant *au maximum* 3,67 % ». Cela veut dire que les métallurgistes devront attendre le bon vouloir patronal. Probablement leur faudra-t-il beaucoup de patience. Si l'on songe qu'il s'agit d'un rajustement à retardement et d'une insuffisance criante, alors, on est amené à conclure que, selon l'expression pittoresque, les métallurgistes parisiens ont fait trois semaines d'occupation « pour des haricots ». Bel œuf de Pâques! — M. Ch.

⁂

**L'action syndicale contre la guerre**

L'abondance de la copie ne nous a permis dans le dernier numéro que la stricte reproduction du premier appel lancé par le Centre syndical d'action contre la guerre. Indiquons sans tarder que les militants de la *R. P.* se sont associés à cette initiative, qu'ils participent aux travaux de ce Centre, et qu'ils conseillent à tous leurs amis de Paris et de province d'apporter au mouvement en formation leur adhésion, leurs conseils — et leur activité. (Ecrire à André Juin, 61, rue de l'Arcade, Paris-8e).

Actuellement, une commission d'étude se préoccupe d'établir un texte fixant une position commune sur le redoutable problème de la guerre et de la paix. Loin de nous la pensée de gêner en quoi que ce soit la délicate élaboration d'un tel document. Nous pensons même que chacun devra y mettre du sien si l'on veut établir l'entente entre les différentes nuances de pensée. Nous pensons aussi que l'anathème lancé par le *Combat syndicaliste* contre certains « réformistes » ayant donné leur adhésion au nouveau Comité ne doit émouvoir personne. Le voisinage des « réformistes » dénoncés par l'organe de la C.G.T.S.R. vaut bien certains autres voisinages... Mais, enfin, il n'est pas absolument indispensable d'avoir un texte pour commencer d'agir au sein de nos organisations. La meilleure preuve en est dans le nombre des adhésions tant individuelles que collectives qui parviennent à André Juin. Il faut amplifier ce travail de regroupement de tous ceux qui sont contre l'orientation du mouvement syndical vers la guerre. Nous noterons que, déjà, un important groupe de délégués avaient pris position dans ce sens au Congrès fédéral des employés réunis pour Pâques à Clermont-Ferrand. Certes, a la fin des débats, le souci de l'unanimité a, quand même, triomphé et une motion nègre-blanc a été ratifiée. Il y a, évidemment, à boire et à manger dans ce texte. Cependant, on y retrouve de nombreuses traces de l'opposition à la guerre vivement manifestée par certains et c'est un résultat déjà palpable. Il nous confirme l'utilité de nous battre pour la paix au sein des organisations syndicales à tous les degrés. — M. Ch.

⁂

**Une résolution des typos parisiens**

*Le Comité syndical de la Typographie parisienne a pris, sur cette grave question de la guerre, la position suivante :*

Le Comité syndical de la Typographie parisienne, fidèle aux conceptions pacifistes et internationalistes qu'il a toujours défendues, tient à proclamer son désaccord absolu avec ceux qui, après avoir été les défenseurs les plus zélés de la paix entre tous les peuples et les ennemis acharnés de tous les gouvernements capitalistes, sont devenus d'ardents patriotes depuis qu'un chef d'Etat étranger a déclaré « comprendre et approuver » les armements de la France et s'efforcent à ressusciter au sein de la classe ouvrière le nationalisme le plus ombrageux et le chauvinisme le plus agressif.

Il proclame son désaccord absolu avec ceux qui, après avoir dénoncé si longtemps la course aux armements, acceptent aujourd'hui sans discussion — et suscitent même — toutes les mesures de surarmement du capitalisme français.

Il considère que cette politique d'abandon des intérêts ouvriers les plus évidents mènerait infailliblement à la guerre, si la classe ouvrière — qui n'a rien à y gagner et tout à y perdre — ne réagissait pas vigoureusement pour l'empêcher d'aboutir.

Le Comité syndical de la Typographie parisienne, qui a su dans le passé et saura dans l'avenir agir comme il le faudra contre les méfaits des factieux et leur presse, se déclare résolument opposé à toute guerre qui, sous le masque de l'antifascisme, ne serait que la répétition des mensonges de 1914 à 1918, et aboutirait à dresser — pour s'entretuer en bloc — tous les Français, prolétaires et bourgeois, démocrates et fascistes, contre le Bloc des Allemands et des Italiens, fascistes ou non, mais tous sacrifiés, ici et là, aux intérêts du capitalisme.

Il estime que les conflits qui opposent les nations européennes peuvent et doivent être résolus pasifiquement, et qu'en tout cas, le rôle du syndicalisme est d'exiger des gouvernants les solutions pacifiques, qui s'inspireraient de la justice internationale et s'efforceraient de satisfaire aux aspirations légitimes de tous les peuples, en leur accordant surtout la liberté de disposer d'eux-mêmes.

Au premier rang de ces préoccupations se place, non la défense et le maintien du Traité de Versailles, qui demeure une cause certaine de guerre, mais au contraire la revision des clauses territoriales et économiques de ce Traité, réclamées jadis par toutes les organisations ouvrières et particulièrement par les syndicats et partis ouvriers d'Allemagne.

⁂

**Les agents lillois des P.T.T.**

*Voici, d'autre part, l'ordre du jour que nous a communiqué la section de Lille des Agents des P.T.T. :*

La Section de Lille du Syndicat National des Agents des P.T.T. considère de son devoir d'affirmer sa position en présence des dangers de guerre et des conséquences qui en découlent pour le mouvement ouvrier.

Déclare se refuser à toute union sacrée sous quelque forme que ce soit, et condamne l'attitude prise par le Bureau Confédéral engageant la classe ouvrière, sans la consulter, dans la voie des sacrifices sous le failacieux prétexte de la défense nationale.

Considère en effet que la défense nationale est incompatible avec les intérêts des travailleurs dans le régime capitaliste, les ouvriers ne pouvant défendre ce régime qui n'engendre que crises économiques, misère et mort.

Constate que, dès le temps de paix, les sacrifices demandés au nom de l'intérêt supérieur du pays, ne visent qu'à atteindre les avantages conquis par la classe ouvrière organisée.

Condamne la course aux armements précipitant les peuples à s'entregorger, pour le seul profit de leurs maîtres.

Dans ces conditions, demande à la C.G.T. :

De refuser son autorité morale à la préparation de l'union nationale, prélude de la prochaine guerre.

De rester fidèle à la pratique de l'internationalisme ouvrier, seule position de classe contre l'union sacrée.

D'engager une campagne démontrant que la classe ouvrière aurait tout à perdre dans une guerre qui ne serait que la répétition de la duperie de 1914-1918.

# CENTRE SYNDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

### Le bilan de dix-sept jours

Les vacances de Pâques nous ont permis d'opérer un premier classement du courrier reçu du 1er au 17 avril.

| Voici le résultat : | Lettres reçues | Total des signatures |
|---|---|---|
| Paris | 97 | 545 |
| Banlieue | 55 | 116 |
| Province | 190 | 552 |
| Afrique du Nord | 5 | 52 |
| Totaux | 347 | 1.265 |

### Premier résultat de notre action

Les 7, 8 et 9 avril, s'est déroulé le Congrès de l'Union des Syndicats parisiens. Nos camarades Giroux et Fronty (P. T. T.), Charbit (Livre), Froideval (Bâtiment), ont défendu à la tribune notre position antibelliciste dont nous rappelons l'essentiel en détachant le passage suivant de notre premier appel qui fut d'ailleurs lu intégralement aux congressistes par Charbit :

*L'émancipation des travailleurs ne se fera point par la guerre.* Au contraire. *La préparation à la guerre compromet* déjà *toutes les conquêtes ouvrières.*

*La lutte contre le fascisme ne se fera point par la guerre.* Au contraire.

*L'union nationale, le surarmement paralysent l'action de classe du prolétariat et menacent toutes les libertés.*

En rapprochant ce texte de celui ci-dessous voté par le Congrès, il est manifeste que notre thèse a triomphé. Que chacun juge :

*Le Congrès,*

*Considérant que la préparation à la guerre est une cause d'appauvrissement général, génératrice d'inflation à jet continu;*

*Qu'elle exige la concentration dictatoriale des pouvoirs politiques, économiques et militaires, l'organisation de la censure, prélude de la fascisation totale sous la botte de l'état-major;*

*Dénonce cette abdication de l'intelligence devant la force;*

*Proclame son attachement à la paix.*

C'est la dénonciation de l'union nationale pour préparer la guerre et de la guerre elle-même comme moyens d'assurer la paix.

Nous avons dénoncé cette double erreur parce que nous n'avons jamais cessé de rester fidèles au devoir syndicaliste.

Ce premier résultat ne peut que nous encourager à persévérer. Que les militants s'arment de ce succès pour redonner à leurs syndicats l'attitude antibelliciste qu'ils n'auraient jamais dû abandonner.

### Un bel œuf de Pâques

Voici le communiqué de Maupioux, trésorier, 46, rue de Babylone, Paris (7e). (C. C. 1959-32) :

Reçu de : Gavard, Depouly, Trichelaire, chacun 5 francs; Chazeaux, quatre dactylos, coopérat. de product. Thimotée, chacun 10 francs; Rousseau, Pujol, Mme Regnault, chacun 15 francs; Roussel, Lachastre, chacun 20 francs; Buguet (cinq ouvriers Renault), 24 francs; Ruault (sept instituteurs), 41 francs.

Au nom du syndicat du Gaz de Banlieue, dont il est secrétaire, Delsol nous adresse un billet de mille francs. Ce bel œuf de Pâques paye l'impression des 20.000 tracts que nous expédions chaque jour dans toute la France par paquets de dix, cinquante et cent.

Merci, camarades gaziers. Grâce à vous, le pacifisme va gazer de plus belle.

*Le Comité provisoire d'organisation.*

# ENTRE NOUS

Notre appel du 10 mars ne nous a pas amené beaucoup de lettres; un certain nombre de camarades y ont néanmoins répondu, ainsi que le montrent les relevés ci-dessous, et l'effort commencé s'est continué dans les premiers jours d'avril. Nous remercions vivement tous ces amis de la *R.P.*

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Février. — Chambelland 10; Chaneaux 100; Croze 100; Delsol 100. *Total :* 310 frs.

Mars. — Berthélemy 200; Bourrillon 120; Djoukitch 150; Germain 107; Lancia 100; Mallet 100; Maupioux 50; Peynaud 100. *Total :* 927 francs.

### NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

Février. — Béatrix (Indre-et-Loire) 10; Pelletier (Seine) 5; P. C. (Paris) 5; Alhomme (Paris) 5; Vidal (Haute-Loire) 10; Poussif (Paris) 10; Le Coutaller (Morbihan) 5; Boville (Paris) 10; Chapey (Seine) 10; Vitalis (Gironde) 5. *Total :* 75 frs.

Mars. — Favalelli (Corse) 5; Martin (Drôme) 5; Piron (Seine) 10; Caminade (Haute-Garonne) 10; Laurent (Allier) 10; Farsy (Pas-de-Calais) 20; Crespo (Alger) 30; Deveaux (Paris) 5; Celle (Rhône) 10; Isnard (Alpes-Maritimes) 10; Miniconi (Corse) 10; Chevance (Côtes-du-Nord) 5; Cadiou (Paris) 10; Daurat (Paris) 5. *Total :* 145 frs.

### ABONNEMENTS NOUVEAUX

Février. — Paris : 9. — Seine : 7. — Seine-et-Oise : 3. — Algérie : 1. — Ardèche : 1. — Calvados : 1. — Côte-d'Or : 1. — Oise : 1. — Orne : 1. — Basses-Pyrénées : 1. — Savoie : 1. — Var : 1. — Tunisie : 1. — Madagascar : 1. — Etats-Unis : 1. *Total :* 31.

Mars. — Paris : 7. — Seine : 5. — Seine-et-Oise : 2. — Algérie : 3. — Alpes-Maritimes : 2. — Drôme : 1. — Gironde : 8. — Hérault : 1. — Isère : 1. — Landes : 1. — Loire : 1. — Meurthe-et-Moselle : 1. — Oise : 1. — Basses-Pyrénées : 1. — Var : 1. *Total :* 36.

Pour l'ensemble du premier trimestre, nous avons ainsi reçu au total 91 abonnements nouveaux. Mais en même temps nous avons dû procéder à 69 suppressions, pour désabonnements ou autres raisons diverses (partis sans laisser d'adresse, etc.). Notre accroissement réel n'est donc que de 22 abonnés.

Signalons tout spécialement l'effort fait en Gironde par notre ami Barrué, qui nous adresse d'un coup 8 abonnements nouveaux (ce qui porte à 45 le nombre des abonnés en Gironde). Nous reviendrons sur les méthodes de propagande qui ont permis à Barrué d'obtenir un si beau résultat.

Dans la Rhône, au contraire, le nombre de nos abonnés a baissé de 7, en ces 3 derniers mois; les vieux amis que nous avons là se désintéresseraient-ils de la *R.P.* ?

Au travail contre l'Union sacrée, et pour l'Indépendance du Syndicalisme !

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).

*Le gérant :* M. Chambelland.

**Viennent de paraître :**

## deux documents sur l'U.R.S.S.

par des collaborateurs de la « Révolution Prolétarienne »
aux Editions de la N.R.F. collection Problèmes et Documents
(librairie Gallimard)

▼

Tous ceux qui auront lu la brochure de

**YVON**

# Ce qu'est devenue la Révolution Russe

voudront en lire le développement dans

# La Russie telle qu'elle est

Gros volume de 287 pages et une carte de l'U.R.S.S.
écrit par notre camarade, préfacé par ANDRE GIDE

Prix : 28 francs

◆

**M. A. CILIGA**

# Au Pays du grand Mensonge

(traduit du russe par A. Gourevitch)

Prix : 28 francs

par l'auteur de :

LA REPRESSION EN U.R.S.S.
LA REVOLUTION RUSSE ET LES RAISONS DE SA DEGENERESCENCE
L'INSTRUCTION JUDICIAIRE EN U.R.S.S.
articles parus dans la « Révolution Prolétarienne ».

## Une brochure syndicaliste d'actualité

**Maurice Chambelland**

# LES DEUX GRANDES DUPERIES DU « STATUT MODERNE DU TRAVAIL »

◆

Nous avons décidé de reproduire cet article en une brochure de propagande à bon marché. Elle permettra à nos amis de montrer aux travailleurs combien il serait illusoire de s'en remettre aux surarbitres pour la fixation des augmentations de salaires. Combien, aussi, il serait vain d'attendre des résultats positifs de la fameuse formule de la « neutralisation des usines ». Et combien, en définitive, la position de la C.G.T. est contraire aux intérêts ouvriers.

## Une brochure à répandre dans les ateliers

**Le « Statut moderne du travail » est à l'ordre du jour. Il représente une tentative d'union sacrée sur le plan économique. Profitez-en pour diffuser le point de vue du syndicalisme révolutionnaire. C'est la seule voie libératrice. Indiquez-la à vos camarades de travail.**

Adressez vos commandes à la « Révolution Prolétarienne »,
**54, rue du Château-d'Eau,** Chèque postal 734-99 Paris.

**PRIX DE LA BROCHURE DE 16 PAGES : 0 FR. 50**

**Les 50 brochures : 22 fr. — Les 100 : 40 fr. — Les 500 : 175 fr.**